

Banque Africaine
de Développement



L'Afrique et le nouveau
paysage mondial



AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP

SÉRIE DE
SÉMINAIRES

matique de la
des Archives
06

A. 15006



Table des matières



Table des matières

Préface	4
Introduction	9
Vue d'ensemble: L'Afrique et le nouveau paysage mondial	11
Lundi, 25 mai 2015	
Première Journée	13
Perspectives économiques en Afrique - 2015	14
Dialogue international sur la consolidation de la paix et l'édification de l'État – Réunion du Groupe de pilotage (huis clos)	15
Croissance économique en Afrique : n'abandonner personne en chemin	16
Le Leadership Africain: Dialogue Intergénérationnel (50e Anniversaire)	17
L'Afrique sans frontières : que faudra-t-il pour y parvenir ?	18
L'égalité des sexes : où en sommes-nous ?	19
Sommes-nous prêts à affronter la prochaine épidémie ? Remise en état du système de soins de santé primaires en Afrique	20
Vox Populi Vox Dei: au nom de qui les médias africains parlent-ils?	22
Programme de partenariat pour la mobilité des talents (huis clos)	23
Mardi, 26 Mai 2015	
Deuxième journée:	24
50e Anniversaire	
Financement axé sur les résultats en matière de genre (Petit déjeuner à huis clos)	25
Forum présidentiel 1 : Notre Banque à 50 ans	26
Forum présidentiel 2 : Créer un marché unique pour l'Afrique au cours de notre génération	27
Rapport sur The African Ecological Futures	29
Changement climatique : la dernière ligne droite avant Paris	30
Financer la transformation de l'Afrique : des milliards aux trillions	31
Approfondir les marchés obligataires africains	33
Développement et sécurité – faire face aux nouvelles menaces	34
Association des institutions Africaines du financement du développement (Dîner sur invitation)	35
Mercredi, 27 mai 2015	
Troisième Journée	37
Quels marchés de l'assurance pour l'Afrique ? (Forum - petit déjeuner)	38
Financement du commerce en Afrique – les prochaines étapes	39
Partenariat Afrique - Inde : Une vision pour un nouvel avenir	40
Lancement du Programme conjoint BAD/Banque mondiale de reprise économique après Ebola	41
Agro-industrie pour l'emploi des jeunes	42

Industrialisation durable: ce qu'elle implique	43
Forum CFO sur le financement en monnaie locale et le développement des marchés financiers	44
Les bourses de valeurs africaines : état des lieux	45
Pays brics en direction de l'Afrique	46

Jeudi, 28 Mai 2015

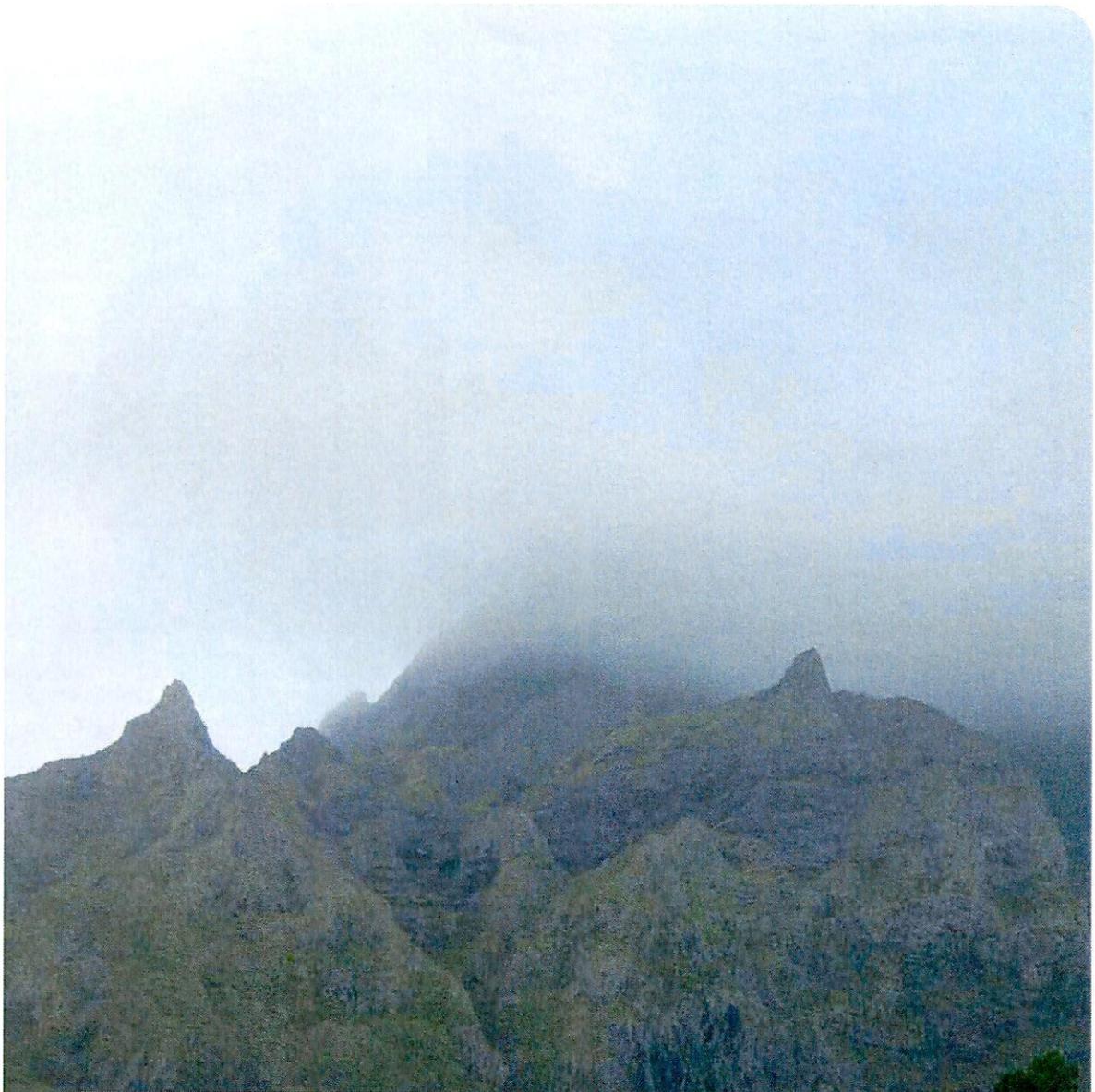
Quatrième journée 47

Forum des organisations de la société civile	48
Financement des infrastructures – placer la barre plus haut	49
Évaluation du développement → Efficacité du développement	50
L'Énergie pour l'Afrique : la prochaine révolution	51
Boom et effondrement des matières premières : où en sommes-nous ?	52
Eau, assainissement et hygiène pour une Afrique en meilleure santé	53
Dettes souveraines en Afrique : options, obstacles et opportunités	54
Le miracle coréen : peut-on le reproduire en Afrique ?	55
Climat d'investissement : le chemin parcouru	56
Compétences et technologie pour la transformation de l'Afrique	57

Vendredi, 29 Mai 2015

Cinquième journée 58

Comblent la fracture numérique entre hommes et femmes	59
L'économie de la mode : des industries créatives pour la croissance du continent	60



Préface



Je voudrais vous souhaiter de tout cœur la bienvenue aux Assemblées annuelles de 2015 de la Banque africaine de développement qui se tiennent du 25 au 29 mai 2015 ici à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Les Assemblées annuelles de la Banque sont maintenant reconnues sur le continent comme un forum de réflexion sur les défis du développement socio-économique de l'Afrique et les opportunités pour les relever. Le thème, cette année est «L'Afrique et le nouveau paysage mondial».

L'année 2015 est une année historique à bien des égards. Elle plante le décor pour l'adoption de plusieurs décisions à l'échelle mondiale sur le développement, notamment sur les problématiques suivantes : comment financer le développement de l'Afrique pour l'après-2015 ; comment maximiser les avantages tirés des ressources naturelles et faire face au changement climatique ; et comment aborder la réalisation des nouveaux objectifs de développement durable pour l'après-2015. Pour la Banque africaine de développement, l'année 2015 est l'occasion de célébrer le cinquantième anniversaire de sa création et de jeter un regard rétrospectif sur son parcours marqué par son passage du statut de jeune institution

aux moyens limités à celui de première institution de financement du développement de l'Afrique. L'année 2015 marque aussi l'achèvement du processus du retour de la Banque de Tunis, où elle a passé 11 ans.

En dépit des signes d'une reprise soutenue aux États-Unis, l'économie mondiale reste largement confrontée à des difficultés et les principales économies européennes et asiatiques doivent encore surmonter de nombreux obstacles structurels. Les économies émergentes peinent à renouer avec la dynamique de croissance antérieure. La baisse des cours des produits de base et la maladie à virus Ébola ont été des entraves majeures, en particulier pour l'Afrique. Face à ce scénario, la résilience de l'Afrique a été remarquable. Dans certaines régions du continent, des pays ont enregistré une croissance de plus de 7 % en 2014, avec de bonnes perspectives à moyen terme. Pour le continent, dans son ensemble, la croissance s'est maintenue au-dessus de 5 % par an pendant toute une décennie.

La croissance sans précédent enregistrée par l'Afrique s'est toutefois accompagnée d'inégalités croissantes entre les ménages, les groupes et les régions. Selon des estimations récentes, l'Afrique est la deuxième

région où l'on enregistre les plus grandes inégalités au monde, juste derrière l'Amérique latine. Cette situation représente déjà une source de tension sociale majeure. En nous tournant vers l'avenir, l'une des préoccupations les plus importantes du moment devrait être la recherche de voies et moyens de faire de la croissance de l'Afrique une croissance plus inclusive.

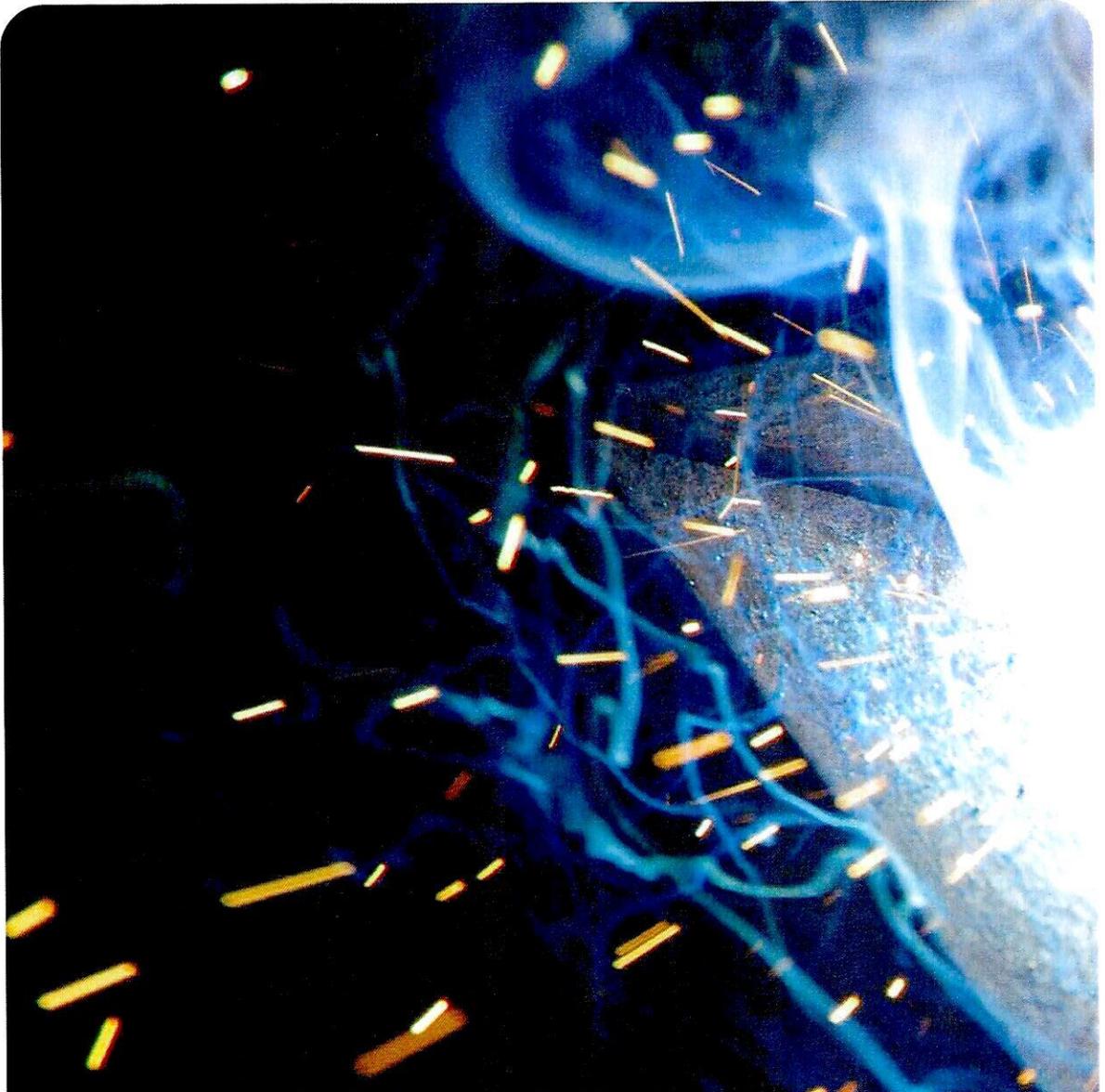
Nos Séminaires porteront sur ces enjeux et défis. Nous avons réuni un certain nombre de décideurs, d'entrepreneurs et d'acteurs des milieux académiques

et de la société civile, afin qu'ils expriment leurs vues sur ces questions..

Je vous remercie de vous joindre à nous.

Joignez-vous à nous

Dr. Donald Kaberuka
Président, Groupe de la Banque Africaine de
Développement



Introduction



C'est pour moi un plaisir de rédiger cette introduction aux manifestations relatives au savoir, organisées dans le cadre des Assemblées annuelles de la Banque africaine de développement (BAD), qui se tiendront à Abidjan, en Côte d'Ivoire, pays que l'institution vient de regagner, après 11 années passées à Tunis. Le thème retenu pour les Assemblées annuelles de 2015 est « L'Afrique et le nouveau paysage mondial » qui fait opportunément référence aux nombreuses possibilités qui s'offrent aujourd'hui à l'Afrique et à l'économie mondiale. Ce thème renvoie également aux nombreux défis auxquels les pays africains sont confrontés (soutenir la croissance, lutter contre la pauvreté et pénétrer les marchés mondiaux) et pour lesquels, il faudra trouver des solutions qui passent par l'ardeur au travail, la bonne gouvernance, une intégration régionale réussie.

Cette année, les Assemblées annuelles revêtent une importance particulière parce que l'institution célèbre le 50^e anniversaire de sa fondation. Au début des années 1960, l'institution n'était que le rêve d'une poignée de dirigeants africains qui considéraient la BAD comme un outil important pour soutenir les pays nouvellement indépendants. La BAD est devenue une institution forte, respectée et notée triple A, capable de mettre en œuvre, seule ou conjointement avec d'autres, diverses opérations de prêts et à même d'offrir des services de conseils et de faire le plaidoyer en faveur de l'Afrique.

Les thèmes à examiner lors des manifestations portant sur le savoir sont divers, mais ils sont sous-tendus par des questions importantes, à savoir l'avenir de l'Afrique et ce qu'il convient de faire pour éviter les pièges du passé et s'inspirer de l'expérience des pays des autres régions du monde sorties de la pauvreté et engagées sur la voie du développement durable. Les thèmes de réflexion ont également un lien étroit avec les trois importantes conférences qui se tiendront cette année sur la scène mondiale (la conférence sur le financement du développement à Addis-Abeba, en juillet ; la conférence pour l'adoption des objectifs de développement durable à New York, en septembre et la conférence sur le changement climatique à Paris, en décembre). Ces conférences ainsi que les activités connexes font écho aux objectifs de la Stratégie décennale de la Banque, notamment la croissance inclusive et la transition vers la croissance verte qui constituera un thème récurrent tout au long des Assemblées annuelles.

Ceci résulte d'un travail collectif. Tout en remerciant tous les collègues qui y ont contribué, je souhaite plein succès aux manifestations du savoir, organisées dans le cadre des Assemblées annuelles 2015.

Steve Kayizzi-Mugerwa
Économiste en chef et vice-président par intérim



Vue d'ensemble

Vue d'ensemble

L'Afrique et le nouveau paysage mondial



Les séminaires se classent sous quatre principales catégories: les événements de haut niveau qui comprennent la participation directe de Chefs d'Etat et de Gouvernement; les événements signatures, à l'exemple de lancements de rapports phares; les séminaires qui se focaliseront sur des récents débats économiques et politiques en Afrique; et, les événements pour audiences ciblées qui permettront aux groupes souhaitant profiter des Assemblées annuelles de se retrouver afin de discuter de thèmes prédéterminés avec leurs circonscriptions.

En cohérence avec le thème des Assemblées annuelles "l'Afrique et le nouveau paysage mondial", les séminaires explorent des thèmes d'envergure politique élargie, recentrée sur, notamment, la manière suivant laquelle l'économie mondiale en pleine mutation est en train d'exercer un impact sur le développement de l'Afrique et comment l'Afrique doit y répondre. Autant de thèmes portant sur différents aspects liés aux méthodes de financement du développement en Afrique, aux moyens de résorption des inégalités, y compris, la réduction des écarts entre les sexes et création d'emplois, ainsi que la

détermination de réponse adéquate pour faire face au défi du changement climatique. Certains des séminaires seront axés sur le lancement de rapports phares, notamment l'emblématique revue des Perspectives Economiques en Afrique, un l'Indice de mesure des écarts entre les sexes, et le African Futures Report.

Les problématiques du financement seront couvertes dans des sessions qui associeront : le financement pour le développement, ce thème qui animera la Conférence mondiale d'Addis Abeba; les assurances ; le climat des investissements ; le financement des opérations du genre axé sur des résultats; les marchés obligataires et les bourses.

Un certain nombre de séminaires traiteront de la croissance et de la transformation, en abordant dans leurs discussions les thématiques de l'inégalité, l'égalité des sexes, l'agro-business et l'emploi des jeunes, la route vers l'industrialisation durable, et les compétences et la technologie pour la transformation de l'Afrique. Il sera également question de débat sur l'évaluation du développement et son processus d'impact sur l'efficacité du développement.

Par ailleurs, il sera mis en exergue la question sur le changement climatique et de l'environnement, en enclenchant un détour sur la conférence COP21 de décembre à Paris. Une autre ouverture est celle de la question de l'eau, assainissement et salubrité pour une population en meilleure santé.

D'autres problématiques prévues au débat engloberont celles de la sécurité et du développement, une préoccupation croissante pour l'Afrique, ainsi que l'impact des booms de minéraux, et leurs déboires sur

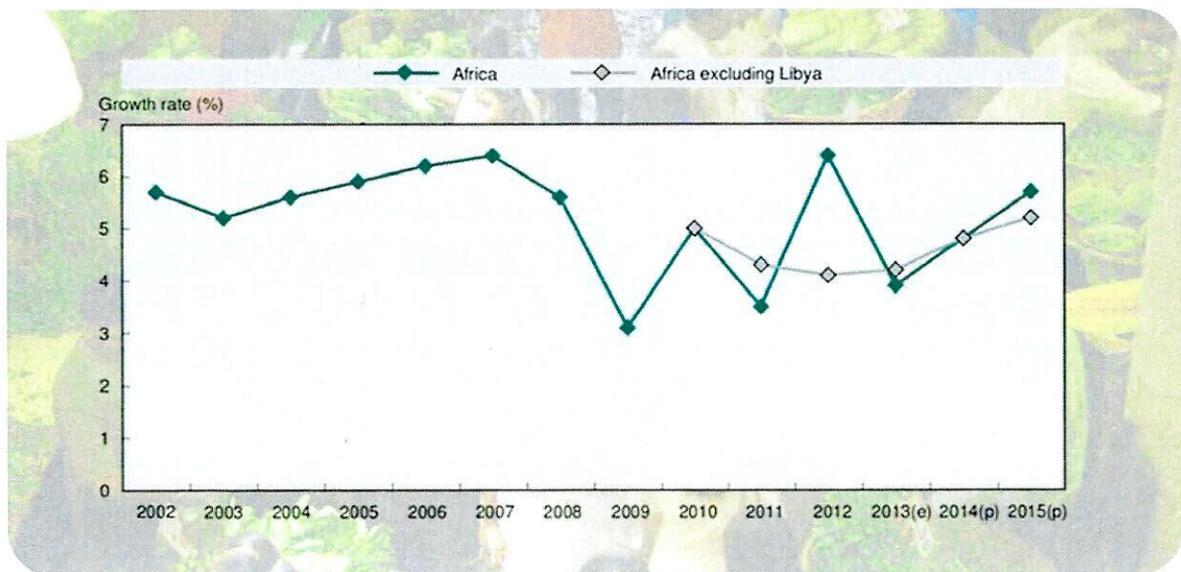
les économies d'Afrique – la prétendue « malédiction des ressources » - Un séminaire d'enjeu certain est celui de savoir comment réaliser une Afrique sans frontière. Les problématiques du développement de l'infrastructure revêtiront une importance invariable durant les Assemblées annuelles de cette année. L'énergie sera mise à débat sous l'éclairage d'être la source d'étincelle révolutionnaire. Un panel sera consacré à l'examen des voies et moyens permettant de combler la fracture numérique. Le leadership sera un thème majeur de partage avec les jeunes leaders.



Lundi
25 Mai 2015
Première Journée

Lundi, 25 mai 2015

Première Journée



09h00 – 10h30

Perspectives économiques en Afrique - 2015

Lieu : Chapiteau Émergence,
Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire

Animateur:

Mme Uduak Amimo, Royal Media Services

Panélistes :

- S.E.M. Daniel Kablan Duncan, Premier Ministre, République de Côte d'Ivoire
- M. Ayodele Odusola, Directeur de l'Equipe de Stratégies et Analyses, Bureau régional pour l'Afrique Programme des Nations Unies pour le développement,
- M. Mario Pezzini, Directeur, Centre de Développement de l'OCDE
- M. Steve Kayizzi-Mugerwa, Economiste en Chef et Vice-Président p.i. BAD

Description

Le rapport sur les Perspectives économiques en Afrique (PEA) de 2015 reflète la collaboration étroite et continue entre la Banque africaine de développement (BAD), le Centre de développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques et le Programme des

Nations Unies pour le développement (PNUD). Comme dans le cas des éditions précédentes, les PEA de 2015 passent en revue la performance économique antérieure de l'Afrique et font des projections à moyen terme pour le continent dans son ensemble, des régions et de chacun des pays. Les PEA de 2015 approfondissent la rigueur analytique des éditions précédentes, en mettant en exergue le caractère unique du rapport pour le continent et l'impact qu'il a eu en Afrique et au-delà. Cet événement sur les PEA, organisé en marge des Assemblées Annuelles, vise à partager les conclusions du rapport phare des partenaires et à mettre à la disposition des participants des données probantes découlant de la recherche effectuée sur le principal thème du rapport, à savoir le « Développement régional pour l'inclusion spatiale en Afrique ». Ce thème fait fond sur celui des PEA de 2014, « Chaînes de valeur mondiales et industrialisation de l'Afrique », et souligne le degré de développement régional et des inégalités spatiales en Afrique, ainsi que les facteurs expliquant l'accroissement des disparités.

Questions à débattre :

L'événement parallèle présentera et examinera les conclusions du rapport AEO relatives à l'inclusion spatiale et se penchera sur l'impérieuse nécessité de mener des réformes structurelles et de gouvernance macroéconomiques saines pour remédier à ces inégalités.

Lundi, 25 mai 2015

Première Journée

Les questions suivantes seront présentées et débattues:

1. Exclusion spatiale de l'Afrique et son impact sur la capacité du continent à lutter contre la pauvreté et l'inégalité spatiale.
2. Dans quelles régions et quels pays du continent, l'inégalité spatiale est-elle la plus grande ?
3. Quels secteurs de l'économie pourraient favoriser l'inclusion spatiale à travers l'Afrique, en s'appuyant sur les ressources dont dispose le continent.
4. Quel environnement politique faut-il pour lutter contre l'inégalité spatiale ?

Rapporteur

M. Anthony Simpasa, BAD

09h00 – 17h00

Dialogue international sur la consolidation de la paix et l'édification de l'État – Réunion du Groupe de pilotage (huis clos)

Lieu : Banco, Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire

Chairs

- S.E.M. Kaifala Marah, Ministre des Finances et du Développement économique, Sierra Leone
- S. E. Mme Isabella Lövin, Ministre de la Coopération au Développement international, Suède
- Mme Kathryn Nwajaku, Secrétaire Général, Dialogue International sur la consolidation de la paix & renforcement de l'Etat /OCDE
- Mme Miriam Moeller, Conseiller Politique, Dialogue International sur la consolidation de la paix & renforcement de l'Etat /OCDE
- Mme Elizabeth Abie Kamara, Directrice adjointe de l'aide au développement, ministère des Finances et du Développement économique, Sierra Leone
- M. Kawusu Kebbay, Directeur de l'aide au développement, ministère des Finances et du Développement économique, Sierra Leone
- M. Jöran Bjällerstedt, Représentant spécial, Département de la politique de sécurité, ministère des Affaires étrangères, Suède.

Délégations aux Secrétariats

- M. Alan Whaites, Chef d'Equipe G4DP OCDE
- Mme Vanessa Wyeth, Conseiller à la Paix et Conflit, OCDE /INCAF
- M. Helder da Costa, Secrétaire Général, g7+/Ministère des Finances, Timor Leste
- M. Habib Mayar, Secrétaire Général Adjoint, g7+/Ministère des Finances, Timor Leste

Description

Le thème de la fragilité a été au cœur de la reconstitution des ressources du FAD-13 et la présente activité donne l'occasion de mettre en évidence l'évolution de l'approche et du rôle moteur du Groupe de la Banque en matière de résolution du problème de fragilité et de renforcement de la résilience en Afrique, avec un accent particulier sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État. L'activité sera co-organisée avec l'initiative du Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (Dialogue international). Le Groupe pilote du Dialogue international, qui se compose de 20 membres, donne des orientations et examine l'avancement de la mise en œuvre du programme de travail, et constitue une entité décisionnelle clé du Dialogue international.

Questions à débattre

Le thème de la fragilité a été au cœur de la reconstitution des ressources du FAD-13 et la présente activité donne l'occasion de mettre en évidence l'évolution de l'approche et du rôle moteur du Groupe de la Banque en matière de résolution du problème de fragilité et de renforcement de la résilience en Afrique, avec un accent particulier sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État. L'activité sera co-organisée avec l'initiative du Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (Dialogue international). Le Groupe pilote du Dialogue international, qui se compose de 20 membres, donne des orientations et examine l'avancement de la mise en œuvre du programme de travail, et constitue une entité décisionnelle clé du Dialogue international.

Rapporteurs

Mme Senait Assefa et M. Ola Adigun, BAD

Lundi, 25 mai 2015

Première Journée

10h30 – 12h30

Croissance économique en Afrique : n'abandonner personne en chemin

Lieu : Majestic Ivoire, Sofitel Abidjan Hôtel
Ivoire

Animateur

M. Alan Kasujja, BBC

Présentation

Dr. Abebe Shimeles, Directeur P.i., BAD

Panélistes

- S.E. M. Nhlanhla Musa Nene, Ministre des Finances, République de l'Afrique du Sud
- S.E. Mme Naglaa El Ahwany, Ministre de la Coopération Internationale, République Arabe d'Egypte
- S.E. M. Mme Nialé Kaba, Ministre auprès du Premier Ministre Chargé de l'économie et des Finances, République de Côte d'Ivoire
- M. Makhtar Diop, Vice-Président, Région Afrique, Banque Mondiale
- Dr. Louis Kasekende, Vice-Gouverneur, Banque Centrale d'Ouganda

Description

L'Afrique affiche un taux élevé de croissance économique depuis l'adoption des Objectifs du Millénaire pour le

développement (OMD) en 2000, mais il faut faire davantage pour éradiquer la pauvreté extrême et réduire les inégalités sur le continent. Les OMD ont atteint leur date-butoir et l'édition 2015 du Rapport sur le développement en Afrique met l'accent sur le lien entre croissance et pauvreté, et les moyens par lesquels les pays africains peuvent surmonter les obstacles à un développement plus inclusif et durable.

Questions à débattre

Cette activité parallèle vise principalement à partager les résultats et conclusions essentiels du Rapport sur le développement en Afrique de 2015 concernant la façon dont l'Afrique s'y est prise pour faire reculer la pauvreté depuis l'adoption des OMD. Les panélistes examineront les conclusions du Rapport sur le développement en Afrique de 2015 et réfléchiront à la manière dont l'Afrique pourra assurer une croissance durable et inclusive au cours de la prochaine décennie. Cet événement abordera également les éventuels enseignements et pratiques optimales à retenir du point de vue de la réduction de la pauvreté, des OMD et du développement durable dans l'avenir.

Rapporteur

Mme Nadège Yameogo, BAD

Lundi, 25 mai 2015

Première Journée

10h30 – 12h30

Le Leadership Africain: Dialogue Intergénérationnel (50^e Anniversaire)

Lieu : Salle des Lagunes, Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire

Animateur

Mme Lerato Mbele, BBC

Mot de bienvenue

Dr. Donald Kaberuka, Président, BAD

Orateur principal

Mr. Acha Leke, Director, McKinsey & Company, South Africa

Panélistes

- M. Ashish Thakkar, PDG, Mara Group & Mara Foundation, WEF YGL
- Mme Zeinab Camara, Women in Mining & Africa 2.0 Initiative
- Mme Estelle Youssoufa, BFM & TV5 Monde
- M. Isaac Kwaku Fokuo, PDG, Réseau des Jeunes Leaders Africains & du Centre d'Excellence Sino-Africain
- M. Jean Guy Afrika, Lauréat du Concours de la BAD

pour Jeune Leaders, BAD

Description

Durant un peu plus de 50 ans, après la création de la Banque africaine de développement (BAD) en 1964, les pays de toutes les régions du continent ont tiré profit de l'amélioration des infrastructures, de l'intégration régionale et mondiale, et des avancées en matière d'accès à l'éducation, à la santé, à l'électricité et aux technologies. Le moment est venu de libérer le potentiel de l'Afrique pour les 50 prochaines années. De fait, c'est la jeunesse d'aujourd'hui qui dirigera l'Afrique de demain. Les jeunes doivent impérativement participer de manière active à l'élaboration de la vision de l'Afrique sur un horizon de 50 ans. Le réseau des jeunes de la BAD, placé sous la tutelle du Programme des jeunes professionnels, se compose de 16 jeunes professionnels actuels et environ 110 ex-jeunes professionnels.

Question à débattre

Dans le cadre de cet événement, des réseaux de jeunes dirigeants venant du monde entier se réuniront pour contribuer à la vision de l'Afrique sur un horizon de 50 ans.

Rapporteur

M. Ralph Olaye, BAD

14h00 – 16h00

L'Afrique sans frontières : que faudra-t-il pour y parvenir ?

Animateur : M. Buchizya Mseteka, Directeur, Leriba Consulting Limited

Animateur

M. Buchizya Mseteka, Directeur, Leriba Consulting Limited

Mot de bienvenue

M. Solomon Asamoah, Vice-Président, BAD

Présentation

M. Acha Leke, Administrateur, McKinsey & Company, Afrique du Sud

Panelistes

- M. Anaclet Kalibata, Directeur général, Direction générale de l'immigration et de l'émigration, Rwanda
- M. Kadré Désiré Ouédraogo, Secrétaire général, CEDEAO
- Dr. Nkosana Moyo, Institut Mandela pour les études sur le développement
- M. Yonov Frederick Agah, Directeur Général Adjoint, OMC

Description

Les Africains ont besoin de visas pour se rendre dans plus de la moitié des autres pays africains. La simplification des exigences en matière de visa pour débloquer la circulation des talents contribuerait donc considérablement à accroître la compétitivité de l'Afrique et les avantages de l'intégration régionale. Les pays

d'origine tireraient parti de l'envoi de fonds des travailleurs expatriés et de l'acquisition de compétences grâce au « retour des cerveaux ». Pour les pays d'accueil, la mobilité de la main-d'œuvre peut permettre de remédier à la pénurie de compétences et de contrer la fuite des cerveaux. Grâce à la mobilité, les pays peuvent « acheter » des compétences sur le marché international pour satisfaire des besoins actuels. En 2013, la contribution des envois de fonds au PIB de l'Afrique s'est chiffrée à 62,9 milliards de dollars, en hausse par rapport au montant de 40 milliards de dollars enregistré en 2010. La migration africaine est principalement intra-régionale, dominée par les mouvements en direction et en provenance de centres régionaux comme la Côte d'Ivoire, le Kenya, la Libye, le Nigeria et l'Afrique du Sud. Toutefois, les responsables de l'élaboration des politiques voient généralement d'un mauvais œil les migrants, au lieu d'adopter à leur égard des politiques d'ouverture.

Questions à débattre

Cette activité vise à faire avancer le débat sur la libre circulation et à partager les expériences régionales et nationales. Le rapport phare de la Banque sur l'amélioration de la libre circulation des personnes sera également lancé.

Rapporteur

Mme Moono Mopotola, Directrice p.i., BAD

Lundi, 25 mai 2015

Première Journée

14h00 – 16h30

L'égalité des sexes : où en sommes-nous ?

Lieu: Majestic Ivoire, Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire

Animateur

M. Wallace Kantai, NTV

Mot de bienvenue

S.E. Dr. Nkosazana Dlamini-Zuma, Présidente, Commission de l'Union Africaine

Panélistes

- S. E. Mme Ngozi Okonjo-Iweala, Ministre de l'Economie et des Finances, République Fédérale du Nigéria,
- Mme Arancha Gonzalez, Directrice Executive, Centre du Commerce Internationale
- Mme Saran Daraba Kaba, Secrétaire Exécutif, Union du Fleuve Mano, Sierra Leone
- Dr. Frannie Leautier, Présidente, Mkoba Private Equity Fund, Tanzania
- M. Pape Madiaw Ndiaye, PDG et Fondateur Associé, Advanced Finance and Investment Group

Description

Au cours de la prochaine décennie, l'impact des femmes en tant que productrices, entrepreneurs, employées et

consommatrices — sur l'économie mondiale sera au moins aussi important que celui de la population chinoise qui se chiffre à un milliard de personnes. Rien qu'en Afrique, l'effet de l'exploitation du potentiel économique des femmes équivaldra à celui créé par un demi-milliard de personnes supplémentaires qui contribuent à l'économie et stimulent la croissance. Les femmes constituent le prochain marché émergent en Afrique, mais il subsiste un grand fossé entre le potentiel et la réalité. Dans un nombre assez important de pays, les droits des femmes à la propriété sont rares ou inexistant, et celles-ci ne jouissent pas du même accès que les hommes aux financements ou aux actifs de production.

Question à débattre

Cette activité vise à identifier quelques-uns des obstacles qui doivent être franchis pour établir des règles du jeu équitables en vue d'une participation égale des femmes aux affaires, à la société et à l'économie. Pour contribuer à modeler le débat, la Banque lancera un nouveau produit du savoir, soit un rapport spécial qui traite de l'égalité des genres en Afrique et établit par ailleurs un classement des pays africains en matière de parité hommes-femmes.

Rapporteur

M. Olivier Shingiro, BAD

17h00 – 18h30

Sommes-nous prêts à affronter la prochaine épidémie ? Remise en état du système de soins de santé primaires en Afrique

Lieu : Chapiteau Emergence, Sofitel Abidjan
Hôtel Ivoire

Animateur

M. Eric Chinje, AMI

Mot de bienvenue

Dr. Donald Kaberuka, Président BAD

Panélistes

- S. E. Mme Ellen Johnson Sirleaf, Présidente de la République du Liberia
- S. E. Mme. Awa Marie Coll-Seck, Ministre de la Santé de la République du Sénégal
- M. Makhtar Diop, Vice-Président, Région Afrique, Banque Mondiale
- Dr. Carlos Lopes, Secrétaire Exécutif, UNECA
- M. Andy Wright, Vice-Président, Global Health and Access Programmes, GlaxoSmithKline

Description

Bien que les médias aient détourné leur attention de la maladie du virus d'Ebola, la lutte contre ce virus mortel demeure une question critique qui requiert un engagement et une action mondiale permanents. L'incidence de cas recensés hebdomadairement a augmenté dans les trois pays touchés au cours des premiers mois de 2015. 124 nouveaux cas confirmés ont été rapportés dans la semaine qui s'achevait le 1er février: 39 en Guinée, au Libéria, 5 et 80 en Sierra Leone. Dans l'ensemble, plus de 25 000 cas ont été rapportés et plus de 10 000 décès de (EVD) depuis le début de l'épidémie.

Le bilan humanitaire et économique grave de la flambée de fièvre Ebola a malheureusement aggravé la faiblesse et la fragilité des pays touchés et des pays voisins. L'épidémie a eu des conséquences désastreuses sur le tissu économique et social des pays, compromettant les perspectives de croissance de l'économie. Les agriculteurs, les commerçants, les investisseurs et un

éventail d'acteurs économiques ont été touchés par l'épidémie, ce qui a négativement affecté un grand nombre de ces réalisations, et placé les pays face à des défis monumentaux. Cette situation a par conséquent mis en péril les réalisations des Etats dans la lutte contre la pauvreté.

En réponse à l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest, la Banque a agi rapidement pour soutenir les pays de la région et a approuvé fin 2014 neuf nouvelles opérations d'un montant total de 223 millions d'USD. Le décaissement global en faveur de ces opérations est de 51% à ce jour. En outre, la Banque participe également aux principales rencontres axées sur le dialogue et l'élaboration de stratégies à la fois au niveau national et mondial. Il s'agit notamment des groupes de travail nationaux en Guinée, au Libéria, en Sierra Leone et en Côte d'Ivoire, des réunions des partenaires de l'OMS, et de la présence d'un membre du personnel basé au Ghana dans le cadre de la Mission des Nations Unies pour les interventions d'urgence concernant Ebola (UNMEER).

Les pays doivent impérativement se préparer à relever les défis post-Ebola et il est essentiel que chaque pays y joue un rôle moteur. Une réunion de coordination de haut niveau organisée récemment par la CEDEAO sous les auspices du Président du Ghana (Accra, le 16 janvier 2015) a identifié la relance socio-économique comme l'un des domaines d'action prioritaires pour le redressement au lendemain de la crise Ebola ; faisaient également partie de ces priorités, l'eau, l'assainissement et la santé ; les infrastructures et les services de base; la reconstruction institutionnelle et la gouvernance. Le leadership dont ont fait preuve les pays durant la phase de réponse doit être encouragé pendant la phase de redressement. Cela permettra notamment de s'assurer que les partenaires au développement travaillent de façon coordonnée afin d'éviter les lacunes et les chevauchements dans les interventions.

Cet événement vise à accroître la représentativité, l'appropriation nationale et le leadership de l'Afrique pour contenir la propagation de la maladie à virus d'Ebola et orienter le processus de redressement post-Ebola ; renforcer les engagements relatifs aux mesures de collaboration multisectorielles dans le cadre du

Lundi, 25 mai 2015

Première Journée

redressement des pays touchés par Ebola ; et promouvoir des solutions régionales et sous-régionales dans les initiatives de redressement et de préparation. Les discussions porteront également sur les incidences économiques de la crise, l'importance cruciale du rôle de chef de file que doit jouer l'Afrique dans la reconstruction et la prévention d'Ebola et des épidémies à venir. Pour l'avenir, la réunion examinera également les rôles que pourraient jouer le secteur privé et les communautés de donateurs. Elle se penchera aussi sur la nature multisectorielle des systèmes qu'il faudra mettre en place pour assurer la sécurité en matière de santé à l'échelon national et régional, y compris le rôle des technologies dans ce processus.

Questions à débattre

La santé est un principe de base pour le développement économique et la pandémie EVD a démontré qu'il était nécessaire d'accroître les investissements dans la santé mondiale. Dans ce contexte, cet événement se penchera sur les questions suivantes:

1. Le rôle des dirigeants africains dans la prise en charge des pandémies doit évoluer au regard du rétrécissement de l'espace mondial. Quel est leur nouveau rôle clé dans la reconstruction et la prévention du virus Ebola, et éventuellement des épidémies futures?
2. Quelle serait la meilleure manière pour les partenaires au développement de soutenir les pays africains dans le processus de reconstruction et au-delà, et de les aider à gérer de manière proactive des épidémies futures

éventuelles?

3. Quelle est jusque-là l'incidence économique de la crise Ebola? Quelles options stratégiques peuvent permettre de mieux prévenir / atténuer cette incidence?
4. Quels sont les nouveaux rôles à jouer par le secteur privé, les organisations de la société civile et les communautés durant la phase de redressement et au-delà? Quelle est le meilleur appui qu'on puisse leur apporter pour leur permettre d'accomplir efficacement ces rôles?
5. Ebola ne concerne pas uniquement le secteur de la santé: la nature multi-sectorielle des systèmes est nécessaire pour assurer la sécurité nationale et régionale de la santé. Qui doit faire quoi?
6. Comment le rythme prévu de la croissance économique, la démocratie et la nouvelle pénétration de la technologie en Afrique peuvent-ils aider à faire avancer tous ces processus?

Rapporteurs

M. Fabrice Sergent et Mme Nawsheen Elaheebocus, BAD

Lundi, 25 mai 2015

Première Journée

18h00 – 19h30

Vox Populi Vox Dei: au nom de qui les médias africains parlent-ils?

Lieu : Majestic Ivoire, Sofitel Abidjan Hotel Ivoire

Animateur

M. Trevor Ncube, Mail & GUARDIAN

Orateur principal

S.E. M. Thabo Mbeki, Fondateur, Fondation Thabo Mbeki

Panélistes

- S.E. Mme Affoussiata Bamba-Lamine, Ministre de la Communication, République de Côte d'Ivoire
- M. Eric Chinje, PDG, Initiative des Médias Africains, Nairobi
- M. Ziad Limam, Publisher & Editeur, Afrique Magazine
- M. Anver Versi, ACET, Accra
- M. Venance Konan, Fraternité Matin
- Mme Julie Gichuru, Citizen TV
- Mme Bilkisu Labaran, BBC News Day

Description

Une étude récente de l'African Media Initiative (AMI) montre que 10% seulement de la couverture médiatique africaine porte sur les enjeux du développement. Si l'on exclut la politique et les informations nationales, l'essentiel des journaux écrits et du temps d'antenne est consacré au divertissement, à la mode et au sport. Les plus grands défis de l'Afrique sont liés au développement, mais ils ne sont manifestement pas couverts, ce qui signifie que des populations entières ne sont pas engagées dans les plus grands enjeux de leur pays.

Question à débattre

Ce débat s'efforcera de répondre à la question de savoir pourquoi et comment nous pouvons y remédier. L'événement sera couvert par la télévision nationale RTI et l'équipe de la BAD. Les médias intéressés à l'enregistrement de l'événement seront tenus de prendre contact avec l'équipe de la BAD.

Rapporteur

Mme Olivia Nadine Ndong Obiang, BAD

Lundi, 25 mai 2015

Première Journée

19h00 – 22h00

Programme de partenariat pour la mobilité des talents (huis clos)

Lieu : Salle des Fêtes, Sofitel Abidjan Hotel Ivoire

Animateur

M. Colin Bruce, Directeur, Intégration Régionale, Région Afrique, Banque Mondiale, Washington

Président

S.E. M. Aly Coulibaly, Ministre de l'Intégration Africaine et de la diaspora, République de Côte d'Ivoire

Participants

Ministres des Finances des pays membres du Centre régional d'excellence multidisciplinaire

Description

Ce forum rassemblera les ministres issus des 12 pays africains qui mettent en œuvre le Partenariat intra-africain pour la mobilité des talents (TMP) financé par le Fonds de subvention au développement de la Banque mondiale. Le TMP est un programme de 3 ans qui a démarré en 2014 avec une subvention annuelle de 1,7 million d'USD. Le programme a pour objectif de renforcer les capacités et d'exécuter des réformes pour la mise en place des mécanismes du type Schengen et de politiques communes relatives à la mobilité des professionnels, des opérateurs économiques et des

investisseurs en Afrique. Le forum offrira l'occasion d'ouvrir le dialogue au niveau ministériel et facilitera la finalisation des accords définissant les principaux domaines dans lesquels les pays s'engageront pour la mise en œuvre de réformes et le renforcement des capacités en vue de faciliter le mouvement transfrontalier des professionnels et des opérateurs économiques. Le forum abordera également l'examen d'autres mesures concernant la réduction des déficits de compétences, l'amélioration de la productivité et la croissance économique inclusive dans le continent.

Questions à débattre

Le dialogue ministériel permettra :

1. la finalisation des accords définissant les principaux domaines dans lesquels les pays s'engageront pour la mise en œuvre de réformes et le renforcement des capacités en vue de faciliter le mouvement transfrontalier des professionnels et des opérateurs économiques.
2. la mise en place de mesures concernant la réduction des déficits de compétences, l'amélioration de la productivité et la croissance économique inclusive dans le continent.

Rapporteur

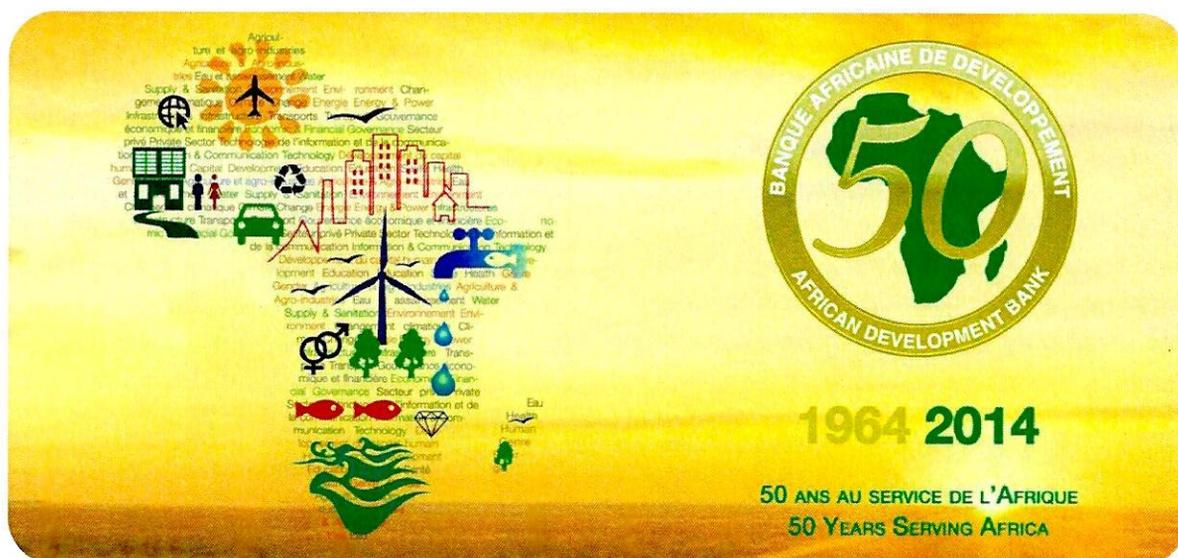
M. Bakri Abdul Karim, Chef Division, BAD



Mardi
26 Mai 2015
Deuxième journée

Mardi, 26 Mai 2015

Deuxième journée 50e Anniversaire



07h30 – 08h30

Financement axé sur les résultats en matière de genre (Petit déjeuner à huis clos)

Lieu: Salle des Fêtes, Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire

Animateur

Mme Geraldine Fraser-Moleketi, Envoyée Spéciale pour le genre, BAD

Panélistes

- S. E. Mme Ngozi Okonjo-Iweala, Ministre de l'Economie et des Finances, République Fédérale du Nigeria
- S.E.M. Moctar Ould Diay, Ministre des Finances, République Islamique de Mauritanie
- S.E.M. Kaifala Marah, Ministre des Finances et du Développement Economique, République de la Sierra Leone
- S.E.M. Claver Gatete, Ministre des Finances, République du Rwanda
- S.E. Mme. Saada Mkuya Salum, Ministre des Finances, République Unie de Tanzanie

Description

Une communauté de pratiques mondiale pour les ministres des Finances- Financement axé sur les résultats en matière de genre – a tenu sa première réunion aux réunions du printemps GBM / FMI de 2014 sur proposition de Mme Ngozi Okonjo-Iweala, ministre des Finances et

ministre de la Coordination de l'Economie, au Nigeria. Pour optimiser cette dynamique en Afrique, d'où sont issus la plupart des ministres des Finances actifs, une section africaine dénommée communauté de pratiques africaine a désigné la BAD comme Secrétariat de la section.

Questions à débattre

Le but de cette réunion est :

1. Plaider pour le financement axé sur l'obtention de résultats en matière de genre, y compris à travers le fonds récemment conseillé par les Chefs d'Etat lors du Sommet des chefs d'Etat de l'Union Africaine
2. Examiner les voies et moyens de rendre le budget national et les finances publiques plus efficaces pour soutenir l'égalité des sexes et l'équité / la réduction des écarts entre les sexes
3. Plaider pour les financements innovants à travers le partage des meilleures pratiques
4. Assurer la continuité des discussions, des décisions et de la mise en œuvre / de la réalisation des objectifs d'égalité de sexes et des engagements financiers connexes et veiller à ce que la dynamique soit maintenue au plus haut niveau et par les entités concernées.

Rapporteurs

M. Basil Jones et Mme Emanuela Gregorio, BAD

Mardi, 26 Mai 2015

Deuxième journée 50^e Anniversaire

08h30 – 09h30

Forum présidentiel 1 : Notre Banque à 50 ans

Lieu: Palais des Congrès, Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire

Animateur

M. Amadou Mahtar Ba, Fondateur & PDG, African Media Initiative

Orateur principal

Sir Dr. Kwame D. Fordwor, Doyen des Anciens Présidents de la BAD

Dialogue avec les Leaders

- S. E. Mme Ellen Johnson Sirleaf, Présidente de la République du Liberia
- S. E. M. Alexander Chikwanda, Ministre des Finances, République de Zambie
- S. E. Mme Graca Machel, Fondatrice, Graca Machel Trust
- S. E. M. Trevor Manuel, Vice-Président, Rothschild, Ex Ministre des Finances, République d'Afrique du Sud
- M. Babacar N'diaye, Ancien Président de la BAD
- M. Omar Kabbaj, Ancien Président de la BAD
- M. Harold Doley, Ancien Administrateur de la BAD
- M. Kiyoshi Kodera, Ancien Administrateur de la BAD

Description

Au cours des 50 dernières années, la Banque, tout comme l'Afrique, a traversé d'énormes difficultés, notamment les crises financières, la pauvreté généralisée, la montée de la fragilité. Cependant, la Banque a connu une expansion constante depuis sa création. Elle a élargi sa base de ressources et accru le nombre de ses

membres. À l'heure actuelle, la Banque compte l'ensemble des 54 pays africains comme membres régionaux et 26 membres non régionaux. Au cours des décennies récentes, la Banque a augmenté le niveau d'assistance financière qu'elle fournit à ses pays membres régionaux et aujourd'hui, son capital s'établit à environ 100 milliards \$. Par-dessus tout, la Banque a pu surmonter les tempêtes économiques qui ont soufflé sur la scène économique mondiale, notamment la récente crise financière mondiale.

Dans le processus d'accompagnement de ses pays membres régionaux, la Banque a mis en place des programmes visant à réduire durablement la pauvreté, en élaborant et en finançant des projets dans divers domaines et secteurs, y compris les infrastructures socioéconomiques. Elle a également mis l'accent sur l'intégration économique, qui est un pilier majeur de l'action de la Banque. Les financements qu'elle octroie en faveur des infrastructures régionales, y compris dans le secteur des transports, les postes frontaliers à guichet unique et les pools énergétiques contribuent à l'intégration régionale du continent, en particulier en Afrique de l'Est et de l'Ouest.

Questions à débattre

Ce forum rassemble les anciens Présidents de la Banque ainsi que les Gouverneurs de la Banque et les parties prenantes en vue de débattre du chemin parcouru par la Banque au cours des 50 dernières années et des enseignements tirés de ce parcours.

Rapporteurs

Mme Nadège Yameogo, BAD

Mardi, 26 Mai 2015

Deuxième journée 50e Anniversaire

11h00 – 12h20

Forum présidentiel 2 : Créer un marché unique pour l'Afrique au cours de notre génération

Lieu: Palais des Congrès, Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire

Animateur

M. Jenerali Ulimwengu, Editeur

Mot de bienvenue

S. E. M. Alasane Ouattara, Président de la République de Côte d'Ivoire

Dialogue avec les Leaders

- S.E. M. Robert Gabriel Mugabe, Président de la République du Zimbabwe
- S.E. M. Jakaya Kikwete, Président de la République Unie de Tanzanie
- S.E.M. John Dramani Mahama, Président de la République du Ghana
- S.E.M. Filipe Nyusi, Président de la République du Mozambique
- S.E.M. Augustin Matata Ponyo, Premier Ministre, République démocratique du Congo
- S.E. Dr. Nkosazana Dlamini-Zuma, Présidente, Commission de l'Union Africaine
- S.E.M. Boni Yayi, Président de la République du Bénin
- S.E.M. Macky Sall, Président de la République du Sénégal

Description

Le Traité d'Abuja (1991) prévoit la création d'une Communauté Economique Africaine (CEA) à l'horizon 2034, cela en six étapes qui comprennent entre autres, l'établissement d'un Marché Commun Africain (MCA) à l'horizon 2023, avec un ancrage sur une zone monétaire unique en 2028. Les communautés économiques régionales (CERs) sont appelées à former la force

motrice tout en servant d'instruments de mise en œuvre du programme socio-économique de l'Union Africaine et en promouvant les échanges intra régionaux et la coopération économique.

Cependant les progrès de mise en œuvre des objectifs d'intégration régionale et des critères de convergence varient substantiellement d'une communauté à une autre. Dans certains cas, le processus stagne, faute de ressources, du fait des faiblesses institutionnelles et du faible niveau de mise en œuvre des accords d'intégration.

Aussi, la stratégie décennale de la Banque 2013-2022 définit-elle l'intégration régionale comme l'une des priorités opérationnelles de la Banque tout en soutenant la vision Afrique 2063.

Lorsqu'elle envisage l'avenir, la Banque réalise que le paysage économique mondial et les défis de développement sont bien différents de ceux des années 1960. Les économies africaines font face à l'exaltant défi de pérenniser une croissance créatrice d'emplois, donc inclusive. En même temps, le monde a ouvert de nouvelles opportunités pour le continent, résultant notamment de l'exploitation des ressources naturelles et de l'arrimage aux chaînes de valeur mondiales.

Face à ces défis, et tenant compte des dynamiques socio-économiques du moment, nous avons demandé à un panel de leaders Africains si l'objectif de création d'un marché unique pour l'Afrique au cours de notre génération est-il réalisable ? Et si oui, comment accélérer le processus ?

Questions à débattre

1. De quelle marge de manœuvre dispose l'Union Africaine dans la réalisation des objectifs d'Abuja, notamment en ce qui concerne la création du Marché Commun Africain (MCA) ?
2. Les communautés Economiques régionales disposent-elles de capacités nécessaires ?

3. Quelles sont les priorités pour l'Afrique du Nord à intégrer le MCA ?

4. Quelles sont les priorités pour l'Afrique Centrale à soutenir son programme d'intégration régionale et à renforcer ses communautés économiques régionales ?

5. De quelle manière la mise en place du MCA bénéficierait-elle aux économies fragiles en Afrique ?

6. Quelles sont les nouvelles idées que faciliterait la

mobilité sans entraves des compétences à travers le continent ?

7. Un Marché Commun Africain est-il réalisable au cours de notre génération ? Et si oui, comment accélérer le processus ?

Rapporteurs

M. Adeleke Salami, BAD

Mardi, 26 Mai 2015

Deuxième journée 50e Anniversaire

12h30 – 14h00

Rapport sur The African Ecological Futures

Lieu : Patinoire, Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire

Animateur

M. Jeff Koinange, Reporter en chef, K24, Kenya

Mot de bienvenue

Dr. Donald Kaberuka, President, BAD

Principaux orateurs

- S.E. M. Jakaya Kikwete, Président de la République Unie de Tanzanie
- S.E. M. Ali Bongo Ondimba, Président de la République du Gabon

Panelists

- S.E. M. Rémi Kouadio Alla, Ministre de l'Environnement, Urbanisation, Salubrité et Développement Durable, République de la Côte d'Ivoire
- S.E. Mme Naglaa El Ahwany, Ministre de la Coopération Internationale, République Arabe d'Egypte
- Dr. Marco Lambertini, Directeur Général, WWF International, Suisse

Description

L'Afrique est dotée d'abondantes ressources naturelles, mais leur exploitation durant les quatre dernières décennies n'a pas profité à la majorité des Africains. Les contradictions entre l'abondance des ressources naturelles et le niveau de développement humain sont

manifestes. À titre d'exemple, bien que possédant les plus vastes étendues de terres fertiles au monde, l'Afrique importe chaque année des produits alimentaires dont la valeur se chiffre en milliards. Malgré un potentiel énorme de production d'énergies renouvelables, le taux d'accès à l'électricité est inférieur à 25 %. L'Afrique est sur le point de passer à un autre niveau de développement économique. Le continent a six des dix économies les plus dynamiques au monde, une classe moyenne grandissante, l'expansion des secteurs tels que le secteur manufacturier et la vente au détail, et l'un des marchés de télécommunications les plus dynamiques au monde. Par conséquent, les choix que l'Afrique fait aujourd'hui affecteront considérablement sa trajectoire de développement sur le long terme. Les institutions de financement du développement auront un rôle crucial à jouer dans la promotion et la gestion de ces partenariats.

Questions à débattre

L'événement parallèle visera aussi à utiliser une approche pour la formulation de scénarios relatifs à l'avenir écologique de l'Afrique, sur la base d'analyses d'experts et de la participation du public, pour mieux comprendre les choix majeurs qui détermineront si la trajectoire de développement de l'Afrique sera écologiquement durable et socialement inclusive, et à lancer le rapport sur le futur écologique de l'Afrique.

Rapporteur

M. Chiji Ojukwu, Directeur, BAD

14h00 – 15h30

Changement climatique : la dernière ligne droite avant Paris

Lieu : Palais des Congrès, Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire

Animateur

Mme Lerato Mbele, BBC

Panélistes

- S. E. M. José Maria Pereira Neves, Premier Ministre, République de la Cap Vert
- S.E. Mme Ségolène Royal, Ministre de l'Environnement, République de la France
- S. E. M. Trevor Manuel, Vice Président, Rothschild, Ex Ministre des Finances, Afrique du Sud
- Dr. Carlos Lopes, Secrétaire Exécutif, UNECA
- M. Makhtar Diop, Vice Président, Région d'Afrique, Banque Mondiale

Description

Dans le récent rapport sur les menaces mondiales publié par le Forum économique mondial, le changement climatique occupe la deuxième place, après le terrorisme. La récente 20e Conférence des parties (COP 20) à la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique (CCNUCC) qui s'est tenue en décembre 2014 à Lima (Pérou) a constitué un jalon important pour les négociations sur le changement climatique devant conduire à l'adoption d'un accord international nouveau et contraignant lors de la COP 21 prévue en décembre 2015 à Paris. Cet accord entrera en vigueur en 2020. La Conférence de Lima a également été pour l'Afrique l'occasion d'examiner les implications pour le continent de l'accord proposé et la nécessité pour ses leaders de se préparer à prendre les engagements contraignants proposés.

Une des caractéristiques clés de l'accord sera la préparation et la soumission pour examen au secrétariat de la CCNUCC, au plus tard en fin mars 2015, des contributions envisagées déterminées à l'échelon national et destinées à résoudre les problèmes d'atténuation, d'adaptation, de financement, de renforcement des capacités, ainsi que de mise au point et de transfert des

technologies. Les pays africains, comme tous les autres, sont par ailleurs censés prendre des engagements et soumettre leurs contributions envisagées déterminées à l'échelon national (CEDEN). Quel est l'état de préparation de l'Afrique pour prendre ces engagements ? Les pays africains, notamment les moins avancés, sont-ils en mesure de préparer correctement les CEDEN vu qu'ils n'arrivent déjà pas à soumettre leurs Actions d'atténuation appropriée à l'échelon national, comme convenu lors de la COP15 tenue à Copenhague en 2009 ?

En quoi les acteurs du développement et les partenaires du continent peuvent-ils aider les pays africains à faire face à leurs obligations au titre des CEDEN ? Comment les pays africains peuvent-ils tirer parti des opportunités offertes par le changement climatique pour soutenir la croissance verte et promouvoir le développement d'économies à faible carbone et résilientes au climat ? Quelles sont les actions attendues des leaders africains pour traduire cela dans les faits ? Ce sont là quelques questions pertinentes auxquelles il faudra répondre au moment où nous avançons vers l'adoption d'un accord contraignant sur le changement climatique.

Le principal objectif de cette activité de haut niveau est d'examiner de manière critique le nouvel accord sur le changement climatique proposé et ses implications pour l'Afrique, tout en ouvrant un dialogue sur les questions relatives à la croissance inclusive et verte en Afrique ainsi que les possibilités d'attirer des investissements climatiques sur le continent. Cette activité favorisera plus particulièrement des discours et des débats proactifs et positifs sur le processus de négociation sur le changement climatique en cours, en vue de l'adoption d'un nouvel accord sur le changement climatique, prévue en décembre 2015.

Les discussions permettront également d'examiner les moyens de s'assurer que l'Afrique apporte des contributions pertinentes à l'accord sur le changement climatique proposé et qu'elle suggère des approches d'intégration, par les pays africains, des trois programmes post-2015, à savoir changement climatique, OMD et ODD, afin d'en assurer une mise en œuvre cohérente et judicieuse. Cette activité offrira en outre l'occasion de faire connaître et de discuter des efforts en

Mardi, 26 Mai 2015

Deuxième journée 50e Anniversaire

cours pour améliorer l'accessibilité des pays africains aux financements dédiés au changement climatique, en particulier aux ressources du Fonds vert pour le climat, et d'évaluer les actions mises en œuvre par la Banque pour promouvoir une croissance verte sur le continent par la promotion d'un développement résilient au climat et à faible carbone.

Questions à débattre

En se fondant sur le concept général selon lequel une économie est écologique lorsqu'elle doit sa croissance à des investissements dans une gestion durable des ressources naturelles, des énergies renouvelables, des industries propres et une agriculture viable, les questions suivantes pourraient être examinées dans le présent contexte :

1. Un accord contraignant sur le changement climatique sera-t-il adopté en décembre ? Si ce n'était le cas, que peuvent faire les leaders africains et les autres leaders du monde pour que cela soit ?
2. Les contributions envisagées déterminées à l'échelon national sont-elles une distraction ? Les pays africains sont-ils en mesure de faire face à cette obligation ? Si ce n'est le cas, que faudrait-il faire pour les aider ?
3. Quel est l'état de préparation de l'Afrique pour prendre les engagements contraignants et comment la Position commune de l'Afrique sur le changement climatique peut-elle impacter le nouvel accord sur le changement

climatique proposé ?

4. Sur quels ingrédients essentiels l'Afrique devrait-elle mettre l'accent dans le cadre de cet accord et quel est l'état de préparation du continent pour sa mise en œuvre ?
5. Comment peut-on aider les pays africains à réaliser une croissance inclusive et verte, afin de promouvoir un développement résilient au climat et à faible carbone sur le continent ?
6. Quelle est actuellement la situation en ce qui concerne le financement climatique et quels sont les principaux facteurs qui continuent d'entraver l'accès de l'Afrique à ce financement ?
7. Comment nous assurer que les ressources financières du Fonds vert pour le climat (FVC) soient utilisées pour promouvoir la résilience climatique et ouvrir la voie à un développement à faible carbone en Afrique ?
8. Comment rendre plus cohérents et plus complémentaires les prochains accords internationaux post-2015 et comment l'Afrique peut-elle y contribuer spécifiquement ?

Rapporteur

M. Anthony Nyong, BAD

15h30 – 17h00

Financer la transformation de l'Afrique : des milliards aux trillions

Lieu : Palais des Congrès, Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire

Animateur

Mme Uduak Amimo, Royal Media Services

Mot de bienvenue

Dr. Donald Kaberuka, Président, BAD

Panélistes

- S. E. M. Augustin Matata Ponyo, Premier Ministre, République Démocratique du Congo
- S. E. Mme Ngozi Okonjo-Iweala, Ministre des Finances, République Fédérale du Nigeria
- S. E. M. Trevor Manuel, Vice-Président, Rothschild, Ex-Ministre des Finances, Afrique du Sud
- Dr. Carlos Lopes, Secrétaire Exécutif, UNECA
- M. Mohamed El Kettani, PDG, Attijariwafa Group
- M. Daniel Zelikow, Directeur Mondial, Group du Secteur Public, JP Morgan

Description

Cette année, la communauté internationale adoptera les Objectifs de développement durable (ODD) post-2015, plateforme devant porter les aspirations mondiales en matière de développement pour les 15 prochaines années. Les ODD vont bien au-delà des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) et mettent en relief une vision globale du développement durable et inclusif qui prend en compte les aspects économiques, sociaux et environnementaux. La vision transformatrice portée par les ODD consiste à relever le double défi que représentent l'éradication de la pauvreté et la protection de la planète. Les besoins en investissement pour les ODD se situent dans une fourchette de 5 à 7 milliards d'USD par an, globalement, et de 3 à 4 milliards d'USD par an rien que pour les pays en développement, lesquels seront consacrés principalement aux infrastructures de base, à la sécurité alimentaire, à l'atténuation et l'adaptation au changement climatique, à la santé, et à l'éducation.

En vue de mobiliser les ressources financières requises

pour atteindre les ODD, la communauté internationale devra cesser de parler des « milliards » affectés à l'aide publique au développement (APD) et s'exprimer en termes de « milliers de milliards » pour des investissements de toutes sortes – publics et privés, mondiaux et nationaux, financiers et en capacités. Avant l'adoption le 31 janvier 2014 des ODD, l'Union africaine avait défini une Position africaine commune (PAC) sur le Programme de développement post-2015, qui repose sur six piliers, à savoir : transformation économique structurelle et croissance inclusive ; sciences, technologies et innovations ; développement centré sur les populations ; viabilité environnementale, gestion des ressources naturelles et gestion des risques de catastrophe ; paix et sécurité ; et finance et partenariats.

Les ressources financières requises pour réaliser les ODD en Afrique sont de loin supérieures à celles générées par l'APD et autres ressources financières actuellement allouées au développement. Les besoins financiers requis pour combler le seul déficit en infrastructures de l'Afrique sont estimés à 48 milliards d'USD par an sur les dix prochaines années. S'agissant des besoins en investissements pour l'adaptation au changement climatique sur le continent, ils sont estimés à 18 milliards d'USD par an. En y ajoutant les autres besoins à combler pour atteindre les ODD – en matière d'agriculture et de développement humain, par exemple – il faudrait des ressources bien plus colossales (les besoins financiers de l'Afrique post-2015 sont en cours de préparation).

Cet événement permettra de se pencher sur la façon dont l'Afrique répond au Programme de financement du développement post-2015 et les actions que le Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) met en œuvre pour aider le continent à atteindre les buts connexes. Il offrira par ailleurs l'occasion de faire connaître la PAC. Il abordera des questions telles que les flux financiers mondiaux pour le développement de l'Afrique, et les initiatives et domaines d'engagement qui seront nécessaires pour atteindre les objectifs de développement durable. Cette activité contribuera aussi à la Troisième conférence internationale sur le développement qui aura lieu en juillet 2015 à Addis-Abeba, en Ethiopie. Cette dynamique se poursuivra avec les Assemblées annuelles du Groupe de la Banque mondiale-Fonds monétaire

Mardi, 26 Mai 2015

Deuxième journée 50^e Anniversaire

international qui se tiendront à Lima en octobre 2015 et avec la 21^{ème} Conférence des parties (COP 21) à la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique (CCNUCC), prévue en décembre 2015 à Paris et qui vise la conclusion d'un nouvel accord international sur le changement climatique.

Questions à débattre

Le financement du développement de l'Afrique après 2015 nécessitera un éventail de réponses politiques qui dépendront de la capacité de chaque pays à mobiliser les ressources disponibles. La Banque africaine de développement et d'autres banques multilatérales de développement (BMD) aident à la conception et à la mise en œuvre de solutions de développement techniques et financières croisées, axées sur la demande et adaptées aux besoins des pays respectifs. Il y a lieu, dans ce contexte, d'examiner les questions suivantes :

1. Au niveau national, que devront faire le pays membre régional, la BAD et les autres BMD pour mobiliser les ressources nécessaires au financement du développement national après 2015 ?
2. Quels sont les principaux facteurs qui freinent l'intervention et l'engagement des BMD, notamment la

BAD ? Comment les pays membres régionaux, en leur qualité d'actionnaires, peuvent-ils atténuer la situation ?

3. Quelle valeur ajoutée la BAD et les autres BMD peuvent-elles apporter aux produits et services existants pour permettre aux pays africains de financer leur programme de développement post-2015 ?

5. Est-il un rôle plus déterminant que les communautés économiques régionales peuvent jouer dans les efforts que déploient leurs États membres respectifs pour atteindre les objectifs de développement durable ? Comment formuler cela dès le départ ?

6. Les pays africains possèdent-ils des capacités de suivi statistique suffisantes pour rendre fidèlement compte des progrès des OMD ? Est-on suffisamment conscient de ce handicap en ce qui concerne le suivi des ODD ?

Rapporteur

M. Kapil Kapoor, BAD

Mardi, 26 Mai 2015

Deuxième journée 50^e Anniversaire

16h30 – 18h30

Approfondir les marchés obligataires africains

Lieu: Majestic Ivoire, Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire

Animateur

M. Godfrey Mutizwa, CNBC

Mot de bienvenue

M. Stefan Nalletamby, Directeur, Département du Secteur Financier, BAD

Panélistes

- M. Paul-Harry Aithnard, Directeur, Gestion des actions et valeurs, Ecobank, France
- Mme Arunma Oteh, Ex Directeur Général, Commission d'Echange des Valeurs, Nigeria
- M. William Mast, Responsable aux Opérations, Bloomberg Indices, USA
- Dr. Frannie Leautier, Présidente, Mkoba Private Equity Fund, Tanzania

Description

Le continent a connu une décennie marquée par des améliorations sensibles dans la gestion des finances publiques, et il est désormais nécessaire de tirer parti de nouveaux moyens de mobilisation des ressources à

l'intérieur du système financier national. Cela implique par conséquent un renforcement du rôle des marchés obligataires intérieurs. Dans cette optique, la Banque lance des solutions novatrices et adaptées — le Fonds obligataire domestique africain (ADBF), l'Indice des obligations fondamentales africaines (AFBI), qui permet aux investisseurs à long terme de diversifier leurs portefeuilles d'investissement. En collaboration avec Bloomberg, la BAD a lancé l'indice des obligations africaines (ABABI) qui est un indice composite pondéré fondé sur des règles reposant sur les valeurs du marché calculé par Bloomberg.

Questions à débattre

Cet événement permettra de prendre conscience du rôle des marchés obligataires en monnaies locales, de mieux comprendre le rôle clé que les indices peuvent jouer dans l'instauration de la transparence dans les marchés obligataires en monnaies nationales en Afrique, et de créer une plateforme de dialogue entre les parties pour traiter des aspects pratiques et s'attaquer aux obstacles qui entravent l'accroissement des liquidités sur les marchés obligataires en Afrique.

Rapporteur

Mme Stella Kilonzo, BAD

Mardi, 26 Mai 2015

Deuxième journée 50e Anniversaire

17h00 – 19h00

Développement et sécurité – faire face aux nouvelles menaces

Lieu: Palais des Congrès, Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire

Animateur

M. Marc Perelman, France24

Mot de bienvenue

S.E. Dr. Nkosazana Dlamini-Zuma, Présidente, Commission de l'Union Africaine

Panélistes

- S.E. M. Ali Bongo Ondimba, Président de la République du Gabon
- S.E. M. John Dramani Mahama, Président de la République du Ghana
- S.E. M. Filipe Nyusi, Président de la République de Mozambique
- S.E. M. Issoufou Mahamadou, Président de la République du Niger
- S.E. M. Olusegun Obasanjo, Fondateur, Fondation Olusegun Obasanjo
- S.E. M. Thabo Mbeki, Fondateur, Fondation Thabo Mbeki

Description

Cet événement discutera du lien entre la sécurité et le développement en Afrique. Plus spécifiquement, l'événement se penchera sur les facteurs déclencheurs de pressions socio-économiques sur le continent tout en cherchant à savoir ce que les dirigeants et les autres parties prenantes pourraient faire pour remédier à ces facteurs et engendrer la paix, vraie base pour le

développement.

Questions à débattre

La préoccupation majeure est celle de savoir comment mieux faire face à la fragilité et renforcer la résilience en Afrique. Cela englobe le consensus international qui se fait jour sur la fragilité, comprise comme une situation de risque élevé d'effondrement des institutions, de faillite sociale ou de conflit violent. Par ailleurs, les caractéristiques, manifestations et menaces de la fragilité varient considérablement ; il en est de même des capacités et des ressources requises pour y apporter des réponses adéquates. En effet, les réponses doivent être adaptées à chaque contexte et porter essentiellement sur les principaux points d'entrée pour en neutraliser les facteurs sous-jacents.

1. Quelles sont les principales causes de fragilité socio-économique et politique en Afrique ?
2. Quels mécanismes d'alerte précoce doivent être développés dans les pays pour mettre fin à la fragilité économique et aux crises politiques ?
3. Quelles politiques devraient être poursuivies pour résorber les poches de fragilité nationales et régionales ?
4. Quel rôle peut jouer l'intégration régionale ?

Rapporteur

M. Albert Mafusire, BAD

Mardi, 26 Mai 2015

Deuxième journée 50e Anniversaire

19h00 – 22h00

Association des institutions Africaines du financement du développement (Dîner sur invitation)

Lieu : Pavillon Restaurant, Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire

Animateur

M. Timothy Turner, Vice President, AfDB

Mots de bienvenue

M. Stefan Nalletemby, Directeur, Département du Développement du Secteur Financier, BAD

Orateur principal

M. Solomon Asamoah, Vice-Président Secteur Privé et Infrastructure, BAD

Panélistes

- M. Jean-Louis Ekra, Président, Afreximbank, Egypt
- M. Admassu Tadesse, Président, Banque PTA

Description

L'objectif principal du dîner AIAFD sera de montrer le rôle que les acteurs étatiques et non étatiques peuvent jouer dans la résolution des contraintes qui ont un impact négatif sur la mobilisation des ressources, le commerce et l'investissement direct étranger (IDE) intra ou extra-africain. L'événement s'efforcera de sensibiliser les participants sur la gamme d'instruments disponibles pour les PMR et les entreprises et qui pourraient être exploités

pour accroître le commerce transfrontalier. Des solutions visant à gérer et / ou à améliorer la perception du risque élevé (à la fois commerciale et d'investissement) des marchés africains par les financiers internationaux, avec un accent particulier sur le rôle des IFD régionales dans la facilitation, seront également proposées.

Questions à débattre

Les discussions porteront sur l'entrée des assureurs et des financiers internationaux sur les marchés africains; pour établir des passerelles et combler les lacunes en matière de capacités financières et d'assurances; et sur la sensibilisation des participants au Programme de financement du commerce de la Banque, ses objectifs et son plan de déploiement.

Rapporteur

M. Stefan Nalletemby, Directeur, Département du Développement du Secteur Financier, BAD



Mercredi
27 Mai 2015
Troisième Journée

Mercredi, 27 mai 2015

Troisième Journée



07h30 – 09h00

Quels marchés de l'assurance pour l'Afrique ?
(Forum - petit déjeuner)

Lieu : Toit d'Abidjan, Sofitel Abidjan Hôtel
Ivoire

Animateur

M. Godfrey Mutizwa, CNBC

Orateur principal

S.E. M. Henry Kiplagat Rotich, Ministre des Finances,
Republique du Kenya

Panélistes

- Mme Esther Baur, Responsable, Directrice, Compagnie de Réassurance, Suisse
- M. Mehdi Tazi, Directeur général, Groupe Saham, Maroc
- M. Corneille Karekezi, Groupe MD / PDG, Afrique-Réassurance, Nigeria
- M. Moustapha Sow, Directeur, Afrique, SIACE, Sénégal
- M. Jean Kacou Diagou, PDG, Groupe NSIA

Rapporteur

Mme Stella Kilonzo, BAD

Mercredi, 27 mai 2015

Troisième Journée

08h00 – 10h00

Financement du commerce en Afrique – les prochaines étapes

Lieu: Salle des Lagunes, Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire

Animateur

M. Wallace Kantai, NTV

Mot de bienvenue

M. Solomon Asamoah, Vice-Président, BAD

Orateur principaux

- S. E. M. Jean Louis Billon, Ministre du Commerce de la République de Côte d'Ivoire
- M. Stefan Engels, CFO Commerzbank AG

Panélistes

- Dr. Benedict Oramah, Vice-Président, Banque Africaine d'Export Import
- Professeur Emmanuel Nnadozie, Directeur Exécutif, Fondation Africaine de Renforcement des Capacités
- M. Sebastian Ashong-Ketai, Responsable, Administration et Finances, Ecobank
- M. Florian Witt, Administrateur & Responsable Afrique, Commerzbank AG
- Dr. Stephen Kwabena Opuni, PDG, Caisse de Stabilisation du Cacao, Ghana

Description

L'objectif principal de cet événement est de rehausser le profil de la Banque sur le marché du financement du

commerce, de souligner les succès des interventions de la Banque depuis le lancement du programme de financement du commerce en 2013, et d'affiner son orientation stratégique pour l'avenir. Ce panel réunira les praticiens du financement du commerce. Les débats viseront à attirer l'attention sur la dynamique changeante du commerce africain: les flux commerciaux sans cesse croissants entre l'Afrique et d'autres régions émergentes ; et à identifier les possibilités de renforcer la collaboration entre les institutions financières. L'occasion permettra également de lancer officiellement le rapport d'enquête de la BAD sur le financement du commerce pour accroître la sensibilisation des parties prenantes au sujet du marché du financement du commerce africain. Le public cible comprend les institutions financières locales et internationales, les organismes de réglementation, les institutions gouvernementales, les chefs d'entreprises et les institutions multilatérales de développement menant des activités sur le marché du financement du commerce en Afrique.

Questions à débattre

Le Panel souhaite attirer l'attention sur l'évolution dynamique du commerce africain. Les dynamiques spécifiques sont notamment : les flux commerciaux croissants entre l'Afrique et d'autres régions émergentes et les possibilités de renforcer la collaboration entre les institutions financières.

Rapporteur

M. Bleming Nekati, BAD

09h30 – 13h45

Partenariat Afrique - Inde: Une vision pour un nouvel avenir

Lieu : Majestic Ivoire, Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire

Animateur

M. Ziad Limam, Director, Afrique Magazine

Mots de bienvenue

- S.E.M. Jean Louis Billon, Ministre du Commerce, République de Côte d'Ivoire
- M. Mathur Yaduvendra, Président, Banque d'Import-Export de l'Inde

Panélistes

- Professeur Ajay Dubey, École d'études internationales, Université Jawaharlal Nehru, Inde
- Professeur Aparajita Biswas, Président, Association des études Africaines de l'Inde, Centre d'études Africaines de l'Université de Mumbai, Inde
- M. Dinesh Bhatia, Ambassadeur de la République de l'Inde auprès de la République de Côte d'Ivoire
- M. Rajiv Mehrishi, Finance Secretary, République de l'Inde
- Dr. Nkosana Moyo, Institut Mandela pour les études sur le développement

Description

Le partenariat économique de l'Inde avec les pays africains devient de plus en plus dynamique, s'étendant

au-delà du commerce et de l'investissement aux transferts de technologies, au partage du savoir et au renforcement des capacités. La croissance et la transformation des économies de ces pays ont augmenté les occasions de collaboration mutuelle et de création de synergies dans plusieurs dimensions, notamment le secteur énergétique où il existe des possibilités considérables de croissance. Dans la foulée d'une mission de haut niveau de la Banque africaine de développement effectuée en Inde en 2013 sous la direction du Président Kaberuka, la Banque a lancé une initiative visant à réaliser des travaux d'analyse conjoints avec le Centre indien d'études sur le développement de l'Afrique, financés par le Fonds fiduciaire de l'Inde. Dans le cadre de cette initiative, un ouvrage intitulé « The India Africa Partnership: a Vision for the Future » (partenariat Inde-Afrique : vision pour l'avenir), en cours de préparation conjointe, sera présenté lors de la présente activité parallèle.

Questions à débattre

Le principal objectif de cette activité est de lancer le débat sur les options d'une stratégie renouvelée de coopération entre l'Inde et l'Afrique, et de présenter aux décideurs africains une approche de la conception de leurs propres programmes de politique commerciale et économique envers l'Inde.

Rapporteur

M. Kapil Kapoor, Directeur, BAD

Mercredi, 27 mai 2015

Troisième Journée

10h30 – 12h30

**Lancement du Programme conjoint
BAD/Banque mondiale de reprise
économique après Ebola**

Lieu: Chandelier, Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire

Animateur

Mme Madeleine Mukamabano, Indépendante

Mot de bienvenue

Dr. Donald Kaberuka, Président, BAD

Panélistes

- M. Makhtar Diop, Vice-Président, Région d'Afrique, Banque Mondiale
- M. Janvier K. Litse, Vice-Président, BAD

Description

Le programme conjoint BAD-Banque mondiale de relance économique post-Ebola en faveur de l'Union du fleuve Mano vise à mettre en place des infrastructures institutionnelles et économiques plus robustes et résilientes, qui sont à même de supporter les chocs futurs résultant d'épidémies et d'autres crises non liées à la

santé. La caractéristique essentielle de ce programme est qu'elle réduit le risque d'un retournement facile des dividendes de la paix chèrement acquis en s'attaquant à la fragilité et à ses potentielles retombées indésirables.

Plus de 10 000 personnes ont perdu la vie en Afrique de l'Ouest. L'épidémie s'est répandue en Guinée, au Liberia et au Sierra Leone - (principaux pays de l'Union du fleuve Mano) pays dont les systèmes sanitaire et économique sont fragiles et qui ont connu récemment la guerre civile ou l'instabilité politique, et a provoqué de graves revers en matière de développement.

En lançant ce programme, nos deux institutions reconnaissent que l'épidémie de la MAV Ebola a réduit davantage les faibles capacités en ressources humaines de la région. Une harmonisation plus étroite de tous les aspects de notre assistance aidera les pays à exécuter leurs programmes de relance post-Ebola et leur permettra également de tirer parti de l'expertise disponible dans nos deux institutions.

Rapporteurs

Dr. Sibry Tapsoba, Director, AfDB

10h00 – 12h00

Agro-industrie pour l'emploi des jeunes

Lieu: Salle des Lagunes, Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire

Animateur

M. Amadou Mahtar Ba, Fondateur & PDG, Initiative Afrique Media

Mot de bienvenue

Mme Geraldine Fraser-Moleketi, Envoyée spécial pour le Genre, BAD

Panélistes

- S.E.M. Joseph Sam Sesay, Ministre de l'Agriculture, de la Foresterie et de la Sécurité alimentaire, Sierra Leone
- S.E.M. Isidore Kabwe Mwehu Longo, Ministre de l'Agriculture, Pêches et Elevage, République Démocratique du Congo
- S.E.M. Jean Claude Brou, Ministre de l'Industrie et des mines, Côte d'Ivoire
- Dr. Nteranya Sanginga, Directeur général, Institut international d'agriculture tropicale, Nigeria

Description

L'Afrique connaît une transformation sociale et économique rapide, beaucoup d'économies du continent croissant de plus de 6 % par an. Sa population de jeunes

est aussi en croissance rapide et se scolarise également mieux : les projections indiquent que 59 % des personnes âgées de 20 à 24 ans auront suivi l'enseignement secondaire en 2030. Par conséquent, il convient de s'attaquer au problème du chômage des jeunes dans le cadre d'une approche interdisciplinaire, multisectorielle et faisant intervenir de multiples parties prenantes. Une initiative de ce genre est le Programme de stimulation de la création de nouveaux emplois impulsée par l'agro-industrie pour les jeunes dans le secteur agricole africain (ENABLE Youth). Ce programme cherche à renforcer le rôle des jeunes adultes africains exclus en donnant des informations, des technologies éprouvées et des possibilités à environ 800 000 jeunes d'au moins 20 pays d'Afrique.

Questions à débattre

Cet événement visera donc notamment à étudier et explorer les possibilités et les approches nouvelles d'engagement des jeunes — notamment les femmes — dans des entreprises agricoles et agro-industrielles novatrices, tout en examinant les moyens novateurs de promouvoir les entreprises agro-industrielles dirigées par des jeunes, leurs réseaux et la diffusion d'informations sur le marché agricole

Rapporteur

Mme Hawa Sow et M. Jonas Chianu, BAD

Mercredi, 27 mai 2015

Troisième Journée

14h00 – 15h30

Industrialisation durable: ce qu'elle implique

Lieu: Majestic Ivoire, Sofitel Abidjan Hotel Ivoire

Animateur

M. Trevor Ncube, Mail & Guardian

Mot de bienvenue

S. E. M. Claver Gatete Ministre des Finances, République du Rwanda

Panélistes

- S. E. M. Jean Claude Brou, Ministre de l'Industrie et des Mines, République de la Côte d'Ivoire
- Professeur Justin Yifu Lin, Ecole Nationale du Développement, Université de Pékin
- Mme Helen Hai, PDG, Initiative Made in Africa
- Dr. Hippolyte Fofack, Economiste en Chef, Exim Banque, Afrique
- Prof. Lemma Senbet, Directeur Executif, Consortium Economique Africain

Description

L'industrialisation par le développement de l'industrie à faible intensité de main-d'œuvre est la clé pour faire décoller la transformation économique et parvenir à une croissance durable et inclusive dans les pays à faible revenu. La réinstallation en cours de l'industrie légère à partir de la Chine et d'autres marchés émergents en raison de la hausse des salaires dans ces économies offre une occasion en or pour l'industrialisation de l'Afrique.

Questions à débattre

Le panel se penchera sur l'état actuel de la transformation économique, l'approche effective adoptée, le rôle des institutions multilatérales de développement, et de la zone économique spéciale dans l'industrialisation de l'Afrique. Il examinera également le cas des produits C & H pour montrer comment un pays enclavé saisit l'occasion de la délocalisation mondiale de l'industrie légère orientée vers l'exportation.

Rapporteur

M. Jean-Guy Afrika, BAD

14h00 – 17h30

Forum CFO sur le financement en monnaie locale et le développement des marchés financiers (réunion à huis clos)

Lieu: Rotary, Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire

Participants

- Andrés Simor, vice-président et chef des finances
- André Kүүsvek, Directeur, monnaie locale et le développement des marchés de capitaux
- Jurgen Rigterink, Chief Risk Officer et Finances
- Pierre Van Peteghem, trésorier, Banque asiatique de développement
- Carlos Herrera, trésorier, Banque interaméricaine de développement
- Jingdong Hua, vice-président et chef des finances
- Keshav guar, Global Head, Client Solutions Trésor
- Andrew Cross, chef, Solutions clients Trésor, Afrique subsaharienne, Amérique latine et Caraïbes
- Martin Habel, agent financier principal
- Charles Boamah, vice-président et chef des finances, BAD
- Hassatou N'sele, trésorier de l'OCI, BAD
- Stella Kilonzo, Chef de division, BAD
- Olivier Eweck, Chef de division, Services techniques financière, BAD
- Densil Magume, adjoint au vice-président, BAD
- Nana Spio Garbrah, analyste principal, BAD

Mercredi, 27 mai 2015

Troisième Journée

16h00 – 17h30

Les bourses de valeurs africaines : état des lieux

Lieu: Majestic Ivoire, Sofitel Abidjan Hotel Ivoire

Animateur

M. Alan Kasujja, BBC

Mot de bienvenue

M. Jimnah Mbaru, Président Dyer & Blair et Directeur Exécutif, Nairobi Securities Exchange

Panélistes

- M. Edoh Kossi Amenounve, PDG et Membre du Comité Executive, Afrique bourses de valeurs, Association, BRVM
- M. Uche Orji, PDG Nigeria Sovereign Investment Authority
- Dr. Frannie Léautier, Présidente, Mkoba Private Equity Fund, Tanzania
- M. Anthony Fischili, Fondateur, Africlear Global, Île Maurice

Description

Cet événement rassemblera un nombre restreint de spécialistes des bourses des valeurs et marchés financiers africains, des cadres supérieurs des autorités de contrôle des marchés financiers et des investisseurs institutionnels en vue de débattre des succès engrangés par les bourses des valeurs africaines et les principaux fournisseurs d'écosystèmes de marchés financiers.

Questions à débattre

Le panel de discussion sera orienté vers les actions concrètes, présentant des solutions stratégiques aux blocages qui jusqu'ici constituaient des freins majeurs à la liquidité, la fragmentation des marchés et aux autres dynamiques de l'offre et de la demande en termes de transactions sur les valeurs mobilières ayant cours sur la majorité des marchés de capitaux africains. La discussion portera également sur les facteurs adverses affectant l'offre des actions et des obligations sur les marchés financiers africains. Cet événement tentera donc d'offrir une plateforme orientée vers les solutions, pour l'échange des idées et des expériences, portant sur les défis des marchés des capitaux africains.

Rapporteur

M. Ahmed Attout & Mme Akane Zoupko, BAD

19h30 – 21h00

Action des pays brics en direction de l'Afrique

Lieu : Chandelier, Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire

Animateur

M. Jenerali Ulimwengu, Editeur

Mot de bienvenue

S. E. M. Nhlanhla Nene, Ministre des Finances, République d'Afrique du Sud

Panélistes

- Dr. Louis Kasekende, sous-gouverneur, Central Bank of Uganda
- Dr. Ibrahim Assane Mayaki, PDG, NEPAD
- M. Sindiso Ndema Ngwenya, Secrétaire Général, COMESA
- M. Pape Madiaw Ndiaye, PDG et Fondateur, Groupe de Finance et Investissement
- Professeur William Lyakurwa, Development Economist

Description

Le sixième sommet BRICS, tenu au Brésil, sur le thème "Inclusion Sociale et développement durable" a abouti à la signature de l'Accord tant attendue sur la Nouvelle Banque de Développement (NBD). Les articles de l'Accord renvoient également à la création du Centre Régional Africain de la Nouvelle Banque à Johannesburg ; les bureaux devant être ouverts conjointement au siège de la Banque. Le fonctionnement de la Banque et de son centre Africain est en cours, donnant aux nations Africaines l'opportunité d'influencer la création d'une institution pro-Africaine.

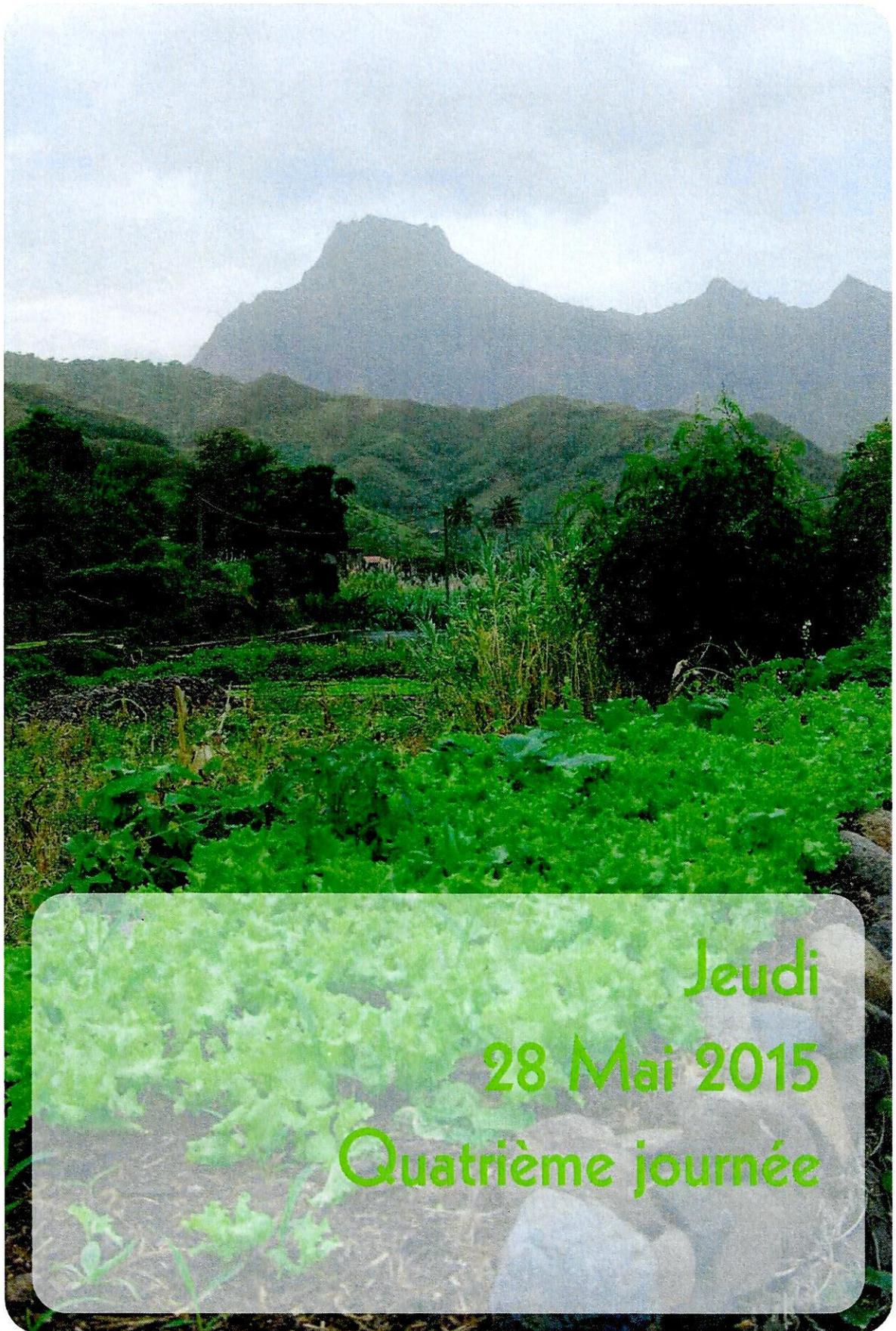
Questions à débattre

Le panel servira de plateforme d'information des ministres africains sur l'action des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) et de solliciter leurs points de vue sur les sujets identifiés, à savoir :

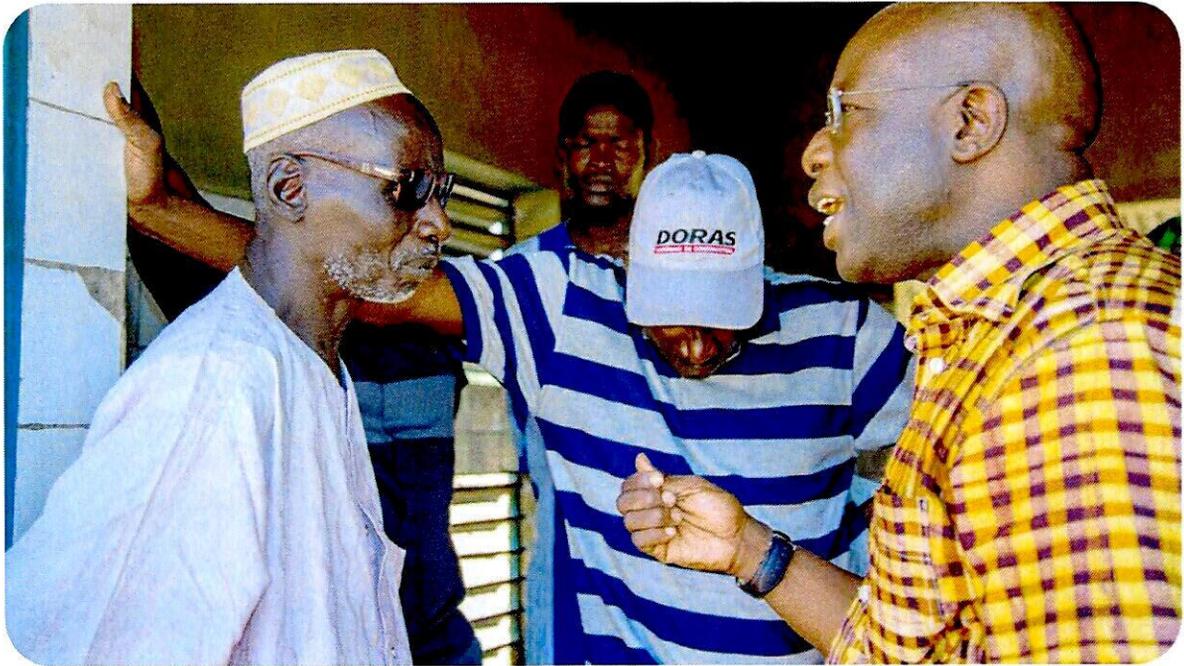
1. La Nouvelle Banque de développement
2. Le Centre Régionale d'Afrique
3. L'arrangement d'une réserve contingente

Rapporteurs

M. Bakri Abdul Karim, BAD



Jeudi
28 Mai 2015
Quatrième journée



08h00 – 18h00

Forum des organisations de la société civile

Lieu : Chandelier, Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire

Panélistes

- M. Mamadou Goita, Président, CSO Coalition, AfDB
- M. Seth Osafo, AfDB African Negotiator of the United Nations Framework Convention on Climate Change
- M. Aloysius Uche Ordu, Membre du conseil, Partnership for Transparency Fund
- Mme Saran Daraba Kaba, Secrétaire exécutif, Mano River Union, Sierra Leone
- M. Neil Cole, Secrétaire exécutif, Collaborative Africa Budget Reform Initiative, South Africa
- Mme. Christine Andela, Coordinatrice, CSO Platform, Cameroon
- M. Jeff Gutman, Senior Fellow, Brookings Institution, USA
- Mme Lisa Elges, Programme Leader, Berlin

Description

Durant la décennie écoulée, la BAD a collaboré de façon plus active avec les organisations de la société civile (OSC) et d'autres acteurs non étatiques. Les politiques de la Banque ayant évolué pour cibler de plus en plus la

promotion de la réduction de la pauvreté grâce à une approche participative mettant l'accent sur la responsabilité, la transparence, la bonne gouvernance, l'information et la communication, les OSC prennent désormais part aux opérations pays ainsi qu'aux politiques et programmes régionaux de la BAD. La Stratégie décennale (2013-2022) de la Banque offre des possibilités d'adopter des formes renouvelées d'engagement et de collaboration avec les OSC. Le Cadre d'engagement renforcé auprès des organisations de la société civile, adopté par la Banque en 2012, vise à consolider le partenariat avec les OSC et à permettre à l'institution d'accroître les résultats de développement en améliorant la collaboration avec les OSC et en renforçant les mécanismes de participation et de coordination.

Questions à débattre

Cette année, le forum des OSC a pour objet principal de renforcer le partenariat entre la Banque et les OSC de toutes les régions d'Afrique, en offrant un cadre de dialogue et d'échange d'informations sur des questions importantes ayant trait à l'« Intégration des programmes d'action post-2015 en Afrique : le rôle des OSC ».

Rapporteur

Mme Zenab Toure, BAD

Jeudi, 28 Mai 2015

Quatrième journée

10h00 – 11h30

Financement des infrastructures – placer la barre plus haut

Lieu: Salle des fêtes, Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire

Animateur

M. Jeff Koinange, K24

Panélistes

- S.E.M. Henry Kiplagat Rotich, Ministre des Finances, République du Kenya
- S.E.M. Patrick Achi, Ministre des Infrastructures économiques, République de Côte d'Ivoire
- S.E.M. Mcebisi Hubert Jonas, Vice-Ministre des Finances, République d'Afrique du Sud
- Professeur Lionel Zinsou, Président et Directeur général, PAI Partners SAS
- M. Christian Adovelande, Président, Banque Ouest-Africaine de Développement
- M. Patrick Dlamini, Président, Banque de développement de la République d'Afrique du Sud

Description

Les services africains d'infrastructure, que ce soit dans le secteur de l'énergie, de l'eau, des routes ou des TIC, sont deux fois plus coûteuses qu'ailleurs. Selon le Diagnostic sur l'infrastructure des pays africains, les besoins en dépenses d'infrastructure du continent se chiffrent à environ 93 milliards \$ par an, et environ 40 % du total de ces besoins sont en rapport avec le secteur de l'énergie. Bref, les problèmes de l'Afrique en matière d'infrastructure sont multiformes et plus graves dans les pays à faible revenu comme ceux de la région subsaharienne. Il ne fait aucun doute que l'amélioration des infrastructures devrait contribuer à une croissance inclusive et durable.

Questions à débattre

Cet événement a pour objectif de servir de plateforme pour susciter une réflexion en profondeur entre les

décideurs politiques, le secteur privé et les chercheurs sur la mise en place de politiques de financement pour pallier le déficit infrastructurel de l'Afrique. Les principaux points à débattre porteront sur la mobilisation des ressources en utilisant des instruments financiers innovants, notamment les obligations d'État et les projets de partenariat public-privé (PPP) pour l'infrastructure. Il faudra répondre aux questions plus spécifiques ci-après:

1. Quels sont les impacts des nouveaux emprunts contractés en vue du financement des dépenses d'infrastructure sur la viabilité des finances publiques ?
2. Quelles sont les éventuelles sauvegardes en place en ce qui concerne l'émission d'obligations pour les projets d'infrastructure, le recours aux marchés financiers internationaux pour faciliter le financement des infrastructures ? Comment ces sauvegardes peuvent-elle répondre aux préoccupations liées à l'asymétrie de l'information lorsque les questions d'actions, de dette bancaire et de financement des obligations coexistent en équilibre dans le financement des projets d'infrastructure ?
3. Quelles mesures politiques peuvent-elles favoriser le financement des infrastructures prenant en considération l'inclusion spatiale et la dimension genre ?
4. La maintenance des infrastructures existantes est souvent entravée par des phénomènes climatiques extrêmes. Quelles meilleures pratiques les gouvernements peuvent-ils adopter pour promouvoir la conception d'infrastructures de sorte à en assurer la résilience aux préoccupations liées au changement climatique ?
5. Dans quelle mesure les modèles de partenariat public privé (PPP) ont-ils réussi en ce qui concerne le financement des infrastructures, et quelles sont les leçons apprises en vue d'en améliorer l'efficacité ?

Rapporteur

M. Sebustsoe Nkoanyane, BAD

10h30 – 12h00

Évaluation du développement → Efficacité du développement

Lieu: Balafon, Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire

Animateur

Mme Caroline Heider, Banque Mondiale

Mot de bienvenue

M. Solomon Asamoah, Vice-Président, Secteur Privé et Infrastructure, BAD

Panélistes

- S.E.M. Kako Kossivi Nubukpo, Ministre à la Présidence chargé de la Prospective et Evaluation des politiques publiques, de la République du Togo
- S.E.M. Antonin Dossou, Ministre de l'évaluation des politiques publiques et des programmes de décentralisation, de la République du Bénin
- Mme Susan Musyoka, Membre du Parlement au Kenya et vice-présidente, Réseau des parlementaires Africains sur l'évaluation du développement
- M. Rakesh Nangia, Évaluateur-General, Evaluation du Développement Indépendant, BAD

Description

L'année 2015 a été désignée première Année internationale de l'évaluation. Cette année sera consacrée à la promotion et au plaidoyer en faveur de l'évaluation et de l'élaboration des politiques fondée sur des données factuelles au niveau international, régional, national et local. Des activités sont organisées à l'échelle mondiale pour marquer l'année, notamment par la

transmission du flambeau de l'évaluation. Parallèlement, le paysage du développement international change, avec le passage des Objectifs du Millénaire pour le développement adoptés il y a 15 ans aux Objectifs de développement durable. Cette activité vise à célébrer l'Année de l'évaluation et à y contribuer, tout en reconnaissant l'évolution du paysage du développement grâce à l'examen du thème de l'évaluation du développement et de sa contribution à l'efficacité en matière de développement tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Banque. Elle a pour objet de diffuser les connaissances sur les concepts, les processus et les méthodes de l'évaluation du développement; de partager les expériences de la façon dont l'évaluation du développement peut influencer la prise de décision de politique et la conception des projets/programmes ; et d'examiner comment l'évaluation du développement contribue à l'efficacité en matière de développement.

Questions à débattre

Cet événement vise à partager les connaissances sur l'évaluation du développement des concepts, des processus et des méthodes ; de partager leurs expériences sur la façon dont l'évaluation du développement peut influencer la décision politique et projet / conception du programme et discuter de la façon dont l'évaluation du développement contribue à l'efficacité du développement.

Rapporteur

Mme Jayne Musumba, BAD

Jeudi, 28 Mai 2015

Quatrième journée

10h30 – 12h00

L'Énergie pour l'Afrique : la prochaine révolution

Lieu : Majestic Ivoire, Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire

Animateur

M. Daniel Makokera, Pamuzinda Productions

Mot de bienvenue

- S.E. Mme Elham M.A. Ibrahim, Commissaire, Infrastructures et énergie, Commission de l'Union Africaine
- M. Alex Rugamba, Directeur, Département de l'Énergie, Environnement et Changement Climatique, BAD

Panélistes

- S.E.M. Adama Toungara, Ministre de l'Énergie et des Hydrocarbures, République de Côte d'Ivoire
- M. Jean-Louis Borloo, Fondateur, Fondation "Énergies pour l'Afrique"
- M. Andrew Alli, PDG, AFC, Nigeria
- M. Rumundaka Wonodi, PDG et Administrateur-gérant, NBET, Nigeria

Description

L'énergie est le défi numéro 1 dans le domaine des infrastructures en Afrique. Bien que le processus de réforme du secteur de l'énergie ait pris son envol, le

progrès ne doit pas être confondu avec la réussite. Le secteur de l'énergie en Afrique doit être abordé de façon globale à travers des investissements dans la production, la transmission et la distribution. Les gouvernements doivent continuer de mettre à contribution le processus de réforme en renforçant les services d'électricité qui doivent comprendre des modèles économiques commercialement viables et des systèmes efficaces, capables de soutenir la capacité de production supplémentaire. Sans services publics d'électricité financièrement solides et gérés de façon indépendante, les taux d'électrification resteront élevés, les investissements dans la transmission et la distribution continueront d'être faibles. Cet événement permettra d'accélérer le débat sur les services d'électricité et d'examiner le modèle économique qui sous-tend les services publics d'électricité et de discuter de ce que la Banque et d'autres bailleurs de fonds régionaux peuvent faire pour soutenir le renforcement des services d'électricité (renforcement des capacités, structures de gouvernance, financement, rehaussement de crédit). Les débats porteront également sur la façon d'accélérer les discussions sur les services d'alimentation et de faire la lumière sur l'environnement favorable nécessaire.

Rapporteurs

M. Ousmane Dore et M. Fernando Balderrama, BAD

14h00 – 15h30

**Boom et effondrement des matières premières :
où en sommes-nous ?**

Lieu: Balafon, Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire

Animateur

M. Zyad Limam, Afrique Magazine

Panélistes

- S. E. M. Jean Claude Brou Ministre de l'Industrie et des Mines, République de Côte d'Ivoire
- S. E. M. Kerfalla Yansane, Ministre D'Etat, Mines et Géologie de la République de la Guinée
- Dr. David Hobbs, Centre Roi Abdullah d'études et de recherche sur le pétrole, Arabie Saoudite
- M. Jonas Moberg, Administrateur, Initiative pour la transparence des industries extractives, Norvège

Description

La plupart des pays africains sont dotés d'abondantes ressources naturelles renouvelables et/ou ressources minérales. Ces ressources jouent un rôle crucial dans leurs économies, car elles représentent une proportion considérable des exportations. Il importe également de

souligner que les ressources renouvelables sont essentielles pour les moyens de subsistance des populations africaines en milieu rural. Les avantages qui pourraient en découler sont compromis par l'exploitation illégale des ressources naturelles en Afrique, qui entraîne des pertes de revenus pour les Etats, avec des incidences sur le développement économique. Plusieurs mécanismes ont été créés pour freiner l'exploitation illicite des ressources tant renouvelables que non renouvelables. Cet événement parallèle offrira l'occasion de présenter de nouvelles orientations stratégiques et d'examiner quelques-uns des défis que doivent relever les pays membres régionaux de la Banque pour s'assurer que les avantages de l'exploitation des ressources naturelles profitent à leurs économies et contribuent à un développement inclusif.

Rapporteur

Mme Amani Abou-Zeid, BAD

Jeudi, 28 Mai 2015

Quatrième journée

14h00 – 15h30

Eau, assainissement et hygiène pour une Afrique en meilleure santé

Lieu: Banco, Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire

Animateur

M. Buchizya Mseteka, Leriba Consult Limited

Panélistes

- Mme Adèle Khudr, Représentante, UNICEF, Côte d'Ivoire
- M. P. B. Anand, Maître de conférences en économie environnementale et en politique publique, Université de Bradford, Royaume-Uni
- M. Doulaye Kone, Chef du Service de l'Assainissement, Technologie et Equipements, Fondation Bill & Melinda Gates
- M. Amara Sanogo, Directeur Général, Office National de l'Assainissement et du Drainage, Côte d'Ivoire
- Professeur Ali Qurashi, Président, Université Nationale, Soudan

Description

L'épidémie sans précédent de fièvre Ebola qui a récemment sévi en Afrique de l'Ouest et la prévalence des maladies liées à l'eau telles que le choléra, la typhoïde et la dysenterie restent des menaces graves de santé publique dans la plupart des pays africains. Ces épidémies mettent en évidence le rôle essentiel que l'alimentation en eau potable, l'assainissement et l'hygiène (WASH) jouent dans la protection de la santé humaine contre les épidémies. Des infrastructures WASH durables et des systèmes de santé publique efficaces offrent aux pays les moyens de se prémunir contre les épidémies.

Question à débattre

Cet événement mettra en évidence la nécessité de prioriser les infrastructures WASH et les secteurs connexes, et d'étudier des approches novatrices pour renforcer la résilience des pays face aux épidémies futures.

Rapporteur

M. Rogers Lubunga, BAD

14h00 – 15h30

Dette souveraine en Afrique : options, obstacles et opportunités

Lieu : Salle des Lagunes, Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire

Animateur

M. Alan Kasujja, BBC

Panélistes

- M. Alexis Taffin de Tilques, Directeur, Dettes des Marchés Capitaux en Afrique, BNP Paribas
- M. Peter Sullivan, Vice-Président, Citigroup
- Mme Michele Lamarche, Directeur Général, Lazard Frères & Co.
- M. Michael Atingi Ego, Directeur Adjoint, Région d'Afrique, IMF

Description

En l'an 2000, les Etats africains avaient levé plus d'un (1) milliard de dollars sur les marchés financiers. Depuis l'année 2006, 12 pays africains ont émis au total 15 milliards de dollars en obligations souveraines contre 10,9 milliards de dollars au total pour l'Afrique du Sud. Durant la seule année 2014, les Etats d'Afrique subsaharienne

(y compris l'Afrique du Sud) ont émis des obligations libellées en devises d'une valeur de 7 milliards de dollars. Le Fonds monétaire international (FMI) a mis en garde contre le fait que l'émission de milliards de dollars dans des obligations souveraines peut alourdir le fardeau des pays africains avec des niveaux d'endettement élevés et faire dérailler la meilleure période économique de la région en une génération. L'objectif de cet événement est de fournir aux ministres africains des Finances et à d'autres fonctionnaires gouvernementaux une plate-forme de discussions avec les professionnels et les commentateurs du marché impliqués dans les émissions d'obligations souveraines.

Questions à débattre

Les discussions porteront sur les enjeux et les défis des pays africains qui entrent dans les marchés obligataires. La rencontre sera également l'occasion pour les ministres africains de discuter ouvertement des problèmes auxquels ils sont confrontés dans l'émission d'obligations souveraines.

Rapporteur

Mme Imen Mejai and Mme Carmen Da Costa, ALSF

Jeudi, 28 Mai 2015

Quatrième journée

15h30 – 17h30

Le miracle coréen : peut-on le reproduire en Afrique ?

Lieu : Salle des Fêtes, Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire

Animateur

M. Jenerali Ulimwengu, Editeur

Mot de bienvenue

- M. Désiré Vencatachellum, Directeur, Mobilisation des ressources et financement extérieur, Groupe de la Banque africaine de développement
- M. Kim Yoonkyeong, Directeur général, Bureau de financement international, Ministère de la Stratégie et des Finances, Corée

Panélistes

- S.E.M. Kerfalla Yansane, Ministre d'Etat, Mines et Géologie, République de la Guinée
- M. Jaehoon Lee, PDG / Chercheur Senior, SGI Consulting Inc, Seoul, Korea
- M. Yoon Deok Ryong, Chargé de recherche principal, Institut coréen de politique économique internationale
- M. Abebe Shimeles, Directeur P.i, Département de la recherche sur le développement, BAD

Description

La Coopération économique Corée-Afrique (KOAPEC) est un mécanisme global de mise en œuvre d'un partenariat durable et mutuellement bénéfique entre l'Afrique et la Corée. Dans le cadre de la KOAPEC, le gouvernement coréen a appuyé de nombreux projets de recherche visant à améliorer notre connaissance du développement économique en Afrique et en Corée. Les projets de recherche récents ont porté notamment sur : la vision de l'Afrique pour l'industrialisation et la transformation structurelle ; la croissance inclusive en Afrique et en Corée ; la politique de prospérité partagée ; et le réexamen de la planification du développement en Afrique. La diffusion des résultats de ces études est essentielle pour promouvoir des partenariats solides entre les pays africains et la Corée.

Question à débattre

L'activité présentera les conclusions du projet de recherche de la KOAPEC sur la planification économique dans une économie de marché en Afrique et enseignements tirés de l'expérience coréenne. La séance de discussion stimulera par conséquent des échanges constructifs et approfondis entre les décideurs africains et coréens et d'autres parties prenantes sur des questions clés de politique ayant fait l'objet d'études poussées.

Rapporteur

M. Anthony Simpasa, BAD

15h30 – 17h30

Climat d'investissement : le chemin parcouru

Lieu: Majestic Ivoire, Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire

Animateur

M. Eric Chinje, African Media Initiative

Mot de bienvenue

Dr. Donald Kaberuka, Président, BAD

Orateur principal

S.E. M. Benjamin Mkapa, Co-Président ICF, Ancien Président de la République-Unie de Tanzanie

Panélistes

- S.E.M. Jean Louis Billon, Ministre du Commerce de la République de Côte d'Ivoire
- S.E. Mme Naglaa El Ahwany, Ministre de la Coopération Internationale, République Arabe d'Egypte
- M. Tony Elumelu, Président, Heirs Holding, Nigeria
- M. Ebenezer Essoka, Vice-Président pour l'Afrique, Standard Chartered Bank
- M. Essien Albert, PDG, Ecobank Transational Incorporated
- M. Christopher Rauh, Chef de Division, Coopération de Développement avec l'Afrique, Ministère de la Coopération et du Développement

Description

L'économie mondiale évolue rapidement et l'Afrique a été à la fois un acteur majeur et un bénéficiaire. Le continent est en train de devenir un acteur important de l'économie mondiale comme en témoignent la croissance rapide du commerce et la performance économique globale. Près de deux décennies de forte croissance et d'amélioration de l'environnement politique ont fait de la région un espace plus attrayant pour les affaires. Toutefois, le secteur privé fait encore face à des défis dans la pratique des affaires dans bon nombre de pays, par exemple pour le démarrage d'une entreprise, l'obtention de licences, le transfert de propriété, la protection des investissements, l'exécution des contrats, etc. Pour accélérer le rythme et approfondir l'impact des réformes en Afrique, la BAD et l'ICF collaborent dans un certain nombre de domaines afin d'améliorer le rythme et la portée des réformes du climat d'investissement.

Question à débattre

Cet événement parallèle soulignera la nécessité d'accroître le rythme et la portée des réformes du climat d'investissement en Afrique et de mettre en valeur la collaboration entre la BAD et l'ICF et les efforts de cette collaboration pour y parvenir.

Rapporteurs

Mme Patricia Laverley et M. Baboucarr Koma, BAD

Jeudi, 28 Mai 2015

Quatrième journée

17h00 – 18h30

Compétences et technologie pour la transformation de l'Afrique

Lieu: Salle des Lagunes, Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire

Animateur

M. Daniel Makokera, Pamuzinda Productions

Mot de bienvenue

S.E.M. Gnamien Konan, Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, République de la Côte d'Ivoire

Panélistes

- S.E.M. Moussa Dosso Ministre d'Etat, de l'emploi et des affaires sociale en Côte d'Ivoire
- S.E.M. Martial De-Paul Ikounga, Commissaire, Ressources humaines, Science et Technologie, Union Africaine
- Mme Hendrina Doroba, Directrice exécutive, Forum des éducatrices africaines (FAWE)
- M. Moussa Kone, Président de la Ligue des Jeunes Leaders de la Cote d'Ivoire
- M. Getachew Engida, Directeur General Adjoint, UNESCO

Description

AL'Afrique a besoin de nouvelles compétences cruciales pour améliorer la productivité, accroître l'employabilité des diplômés et stimuler la création d'entreprises. L'Afrique est la région la plus jeune du monde et le

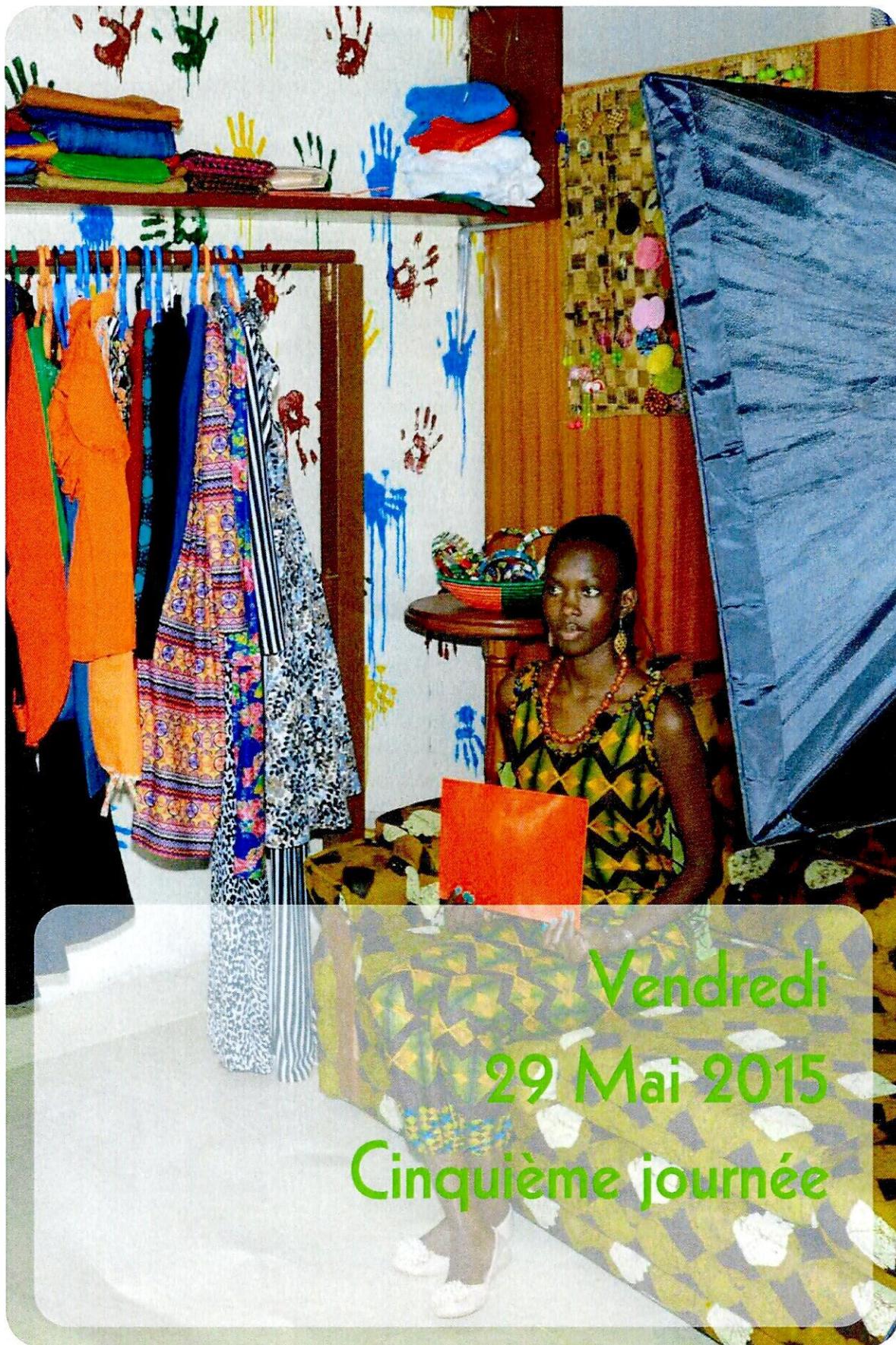
continent affichant la deuxième croissance la plus rapide, et elle abritera la plus importante main-d'œuvre à l'échelon planétaire d'ici à 2040, dépassant la Chine et l'Inde. Le chômage reste généralisé, car les caractéristiques du marché du travail accroissent l'inadéquation des compétences et favorisent une faible productivité dans le secteur informel. Cette activité mettra en relief le fait qu'il importe de s'attaquer à la question d'un changement de paradigme dans le secteur éducatif et de la formation, avec l'abandon de l'approche traditionnelle en faveur d'une autre englobant à la fois les compétences de pointe en sciences et technologie et les compétences non formelles et non sanctionnées par un diplôme.

Questions à débattre

L'activité permettra spécifiquement d'intensifier la sensibilisation politique sur la nécessité de révolutionner l'enseignement et la formation en Afrique afin de produire une main-d'œuvre pertinente pour le marché du travail de demain, l'objectif étant d'accélérer la croissance économique et le développement durable. Elle fera aussi partager des pratiques optimales attestées d'Afrique et du monde entier qui contribuent à un renforcement efficace de l'enseignement et des compétences pour appuyer la création d'emplois et stimuler la transformation économique dont l'Afrique a besoin.

Rapporteurs

M. Sergent Fabrice et Mme Thanh-Hoa Desruelles, BAD



Vendredi
29 Mai 2015
Cinquième journée

Vendredi, 29 Mai 2015

Cinquième journée



08h30 – 10h00

Comblent la fracture numérique entre hommes et femmes

Lieu: Majestic Ivoire, Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire

Animateur

Mme Julie Gichuru, Citizen TV

Mot de bienvenue

M. Bitange Ndemo, Président honoraire, Alliance pour Internet, Kenya

Panélistes

- M. Jonathan Wong, Directeur, Chef de "Hub" d'Innovation Hub, DFID, UK
- Mme Shireen Shantosham - GSMA Programme de Connection des Femmes
- Mme Juliana Rotich, Directrice Executive, Ushahidi Inc., Kenya
- Mme Aissatou Sow, Directrice du Développement des Affaires – Afrique francophone
- M. Deme Tidjan, Directeur de Google pour l'Afrique francophone, Google Afrique, Dakar, Sénégal

Description

Avec l'avènement de la technologie mobile, l'Afrique a connu

une transformation fondamentale sur le plan de la compétitivité de beaucoup d'entreprises, de gouvernements, de ménages et de particuliers. Cette technologie a procuré des avantages considérables au continent, le magazine The Economist estimant à 1,3 % l'augmentation du PIB pour toute tranche de 10 % de la population qui peut avoir accès à Internet. Les femmes et les filles sont toutefois confrontées à des obstacles énormes en matière d'accessibilité et de définition des technologies. Une femme est 20 % moins susceptible qu'un homme de posséder un téléphone mobile, et lorsqu'elle en a, elle en fait un usage rudimentaire, en raison d'un manque de compétence en matière de lecture pour interagir pleinement avec la technologie, ou de l'inexistence de services pertinents fournis pour satisfaire ses besoins. Par ailleurs, les femmes constituent moins de 11 % de la main-d'œuvre technologique, ce qui est inférieur à la moyenne mondiale qui s'élève à 15 %.

Questions à débattre

Cet événement réunira un groupe d'experts de l'industrie, d'entreprises technologiques chefs de file dont Google, Facebook, Intel et Twitter, de gouvernements et d'autres parties prenantes pour discuter des stratégies d'inclusion du genre et de l'exploitation de technologies pour assurer l'autonomisation économique des femmes..

Rapporteurs

M. Basil Jones et Mme Emmanuela Gregorio, BAD

Vendredi, 29 Mai 2015

Cinquième journée

10h30 – 12h00

L'économie de la mode : des industries créatives pour la croissance du continent

Lieu: Majestic Ivoire, Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire

Animateur

Mme Geraldine Fraser-Moleketi, Envoyée Spécial pour le Genre, BAD

Panélistes

- Mme Fatoumata Ndiaye Directrice, JUMIA Nigeria
- M. Gilles Touré, Styliste Ivoirien
- Mme Sophie Zinga, Styliste Sénégalaise
- M. Sam Mensah, Fondateur, Kisua

Description

Cet événement parallèle réunira des experts de l'industrie et d'autres intervenants pour discuter du rôle central de

l'industrie de la mode, en termes de création d'emplois, notamment pour les jeunes et les femmes, de croissance économique et d'intégration régionale. La BAD est en bonne position pour soutenir l'intégration régionale et mondiale du textile et de l'industrie du vêtement, en collaboration avec les grandes entreprises mondiales et africaines, afin de soutenir le contenu local et créer des opportunités d'emploi pour les jeunes, dont majorité sont des femmes.

Thèmes de discussion

L'objectif premier est de réfléchir sur la façon d'améliorer les chaînes de valeurs de la mode en Afrique en s'appuyant sur le talent, la créativité et les débouchés commerciaux qu'offrent le continent, tant au niveau régional que mondial, où la demande pour la mode africaine est croissante.

Rapporteur

Mme Emanuela Gregorio, BAD

Direction of
Document

A